



MONTCLAIR STATE
UNIVERSITY

Montclair State University
**Montclair State University Digital
Commons**

Theses, Dissertations and Culminating Projects

1-2017

Les Etats-Unis d'Afrique dans le Manifeste du Cinquantenaire : Une Prise de Conscience

Kpatagnon Maxime Vignon
Montclair State University

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.montclair.edu/etd>



Part of the [Modern Languages Commons](#), and the [Modern Literature Commons](#)

Recommended Citation

Vignon, Kpatagnon Maxime, "Les Etats-Unis d'Afrique dans le Manifeste du Cinquantenaire : Une Prise de Conscience" (2017). *Theses, Dissertations and Culminating Projects*. 653.
<https://digitalcommons.montclair.edu/etd/653>

This Thesis is brought to you for free and open access by Montclair State University Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Theses, Dissertations and Culminating Projects by an authorized administrator of Montclair State University Digital Commons. For more information, please contact digitalcommons@montclair.edu.

MONTCLAIR STATE UNIVERSITY

Les Etats-Unis d'Afrique dans le Manifeste du Cinquantenaire : Une Prise de

Conscience

by

Kpatagnon Maxime Vignon

A Master's Thesis Submitted to the Faculty of

Montclair State University

In Partial Fulfillment of the Requirements


For the Degree of

Master of Arts in French


January 2017

College : College of Humanities and Social Sciences Thesis Committee:


Department : Modern Languages and Literatures



Dr. Daniel Mengara
Thesis Sponsor



Dr. Rabia Redouane
Committee Member



Dr. Joanna Dezio
Committee Member

Abstract

The present study seeks to explore and analyze the fifty recommendations consigned in *Le Manifeste du Cinquantenaire* with regards to the project of an African federation in the form of the United States of Africa. This manifesto is the product of a meeting of African intellectuals and state actors in Cotonou, Benin, from the 16th to the 20th of November 2010, on the occasion of the celebration of the 50 years of African independences. It also offers insights into how such a project could become viable and feasible. Indeed, after centuries of colonization, the African continent saw most of the nation-states emerging from colonization become independent in the 1960s. Fifty years later on the occasion of the "International Symposium on the Fiftieth Anniversary of African Independence," African leaders gathered in Cotonou, capital of the Republic of Benin, to discuss the fifty years of independence of the continent. The overarching theme of this symposium was: "Boldness, an unique challenge for a new Africa." While highlighting the obstacles both exogenous and endogenous that have hampered the development of the continent over the previous 50 years, the Symposium concluded on the need to promote the unification of African states into a federation of states that could empower it and create the conditions of a real Africa-inspired development. Although the idea of the United States of Africa is not new and has been discussed by the fathers of African independence over many decades, this study, which is the first to discuss the unity of Africans in the context of the recommendations of the Manifesto, makes our initiative one of the most original in the matter. While we agree with the proposal that acme out of the Benin symposium, it is our opinion that the success of the project of the

United States of Africa will depend on the courage of the Africans themselves insofar as they are willing to move from the usual verbiage to action. Our position and proposal, as expressed in this study, is that for this project to be viable, it should take the form of a federation founded on the abolition of borders and the transformation of the present nation-states into constitutive federal states administered by governors.

As a message to fellow Africans, we would like to use one of President Kennedy's words and say: "Let us never start out of fear. But let us never fear to start".

Jan 2017

LES ETATS-UNIS D'AFRIQUE DANS LE MANIFESTE DU CINQUANTENAIRE :
UNE PRISE DE CONSCIENCE

A THESIS

Submitted in partial fulfillment of the requirements

For the degree of Master of Arts in French

By

KPATAGNON MAXIME VIGNON

Montclair State University

Montclair, NJ

2017

Copyright © 2017 by *Kpatagnon Maxime Vignon*. All rights reserved.

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	1
I. Le Manifeste du Cinquantenaire : Origines, analyse et enjeux	11
A. Origines du Manifeste.....	11
B. Les propositions du Manifeste.....	14
II. Les écueils aux propositions du Manifeste.....	21
A. Les obstacles extérieurs.....	21
- Le Néocolonialisme.....	21
- La Françafrique.....	27
- La Mondialisation.....	35
B. Les obstacles endogènes.....	39
- Les obstacles socioculturels.....	39
- Les obstacles socio-économiques.....	43
- Les obstacles sociopolitiques.....	45
- Les obstacles historiques.....	47
III. Etats-Unis d'Afrique, solution au sous-développement du continent ?.....	50
A. Les Etats-Unis d'Afrique : Entre mythes, potentialités et réalités.....	50
B. Le Manifeste du Cinquantenaire, une feuille de route pour les futurs leaders africains ?.....	53
1. Le Manifeste comme prise de conscience.....	53
2. Une fédération africaine pour une Afrique prospère et puissante.....	55
Conclusion.....	61

Bibliographie.....	66
--------------------	----

INTRODUCTION

L'aspiration au développement et à la prospérité étant une des choses les mieux partagées au monde, le souci du développement du continent africain se retrouve à la croisée des chemins des réflexions de la plupart des leaders d'opinion dudit continent. Tel fut certainement le cas lors du Symposium International de Cotonou sur le Cinquantenaire des Indépendances Africaines qui s'est déroulé au Bénin du 16 au 20 novembre 2010 sous le thème « l'audace, unique défi pour une Afrique nouvelle ». Parlant dudit Symposium, Marie-Claude Bayle dit :

Le Symposium a pris fin sur une note d'espoir. Un Manifeste du cinquantenaire a sanctionné les travaux de ce sommet de la science, de la culture et de l'engagement. Il s'agit d'un document qui trace en cinquante points les défis qui attendent le continent africain durant les cinquante années à venir et qui pose les jalons des nouveaux chemins à suivre pour que les jeunes leaders aient l'audace de fonder une nouvelle Afrique. Ceci ne peut passer que par la construction d'une Afrique unie en Fédération des Etats-Unis d'Afrique qui est l'objectif prioritaire. (65)

En effet, cette résolution de sortir l'Afrique de son état de sous-développement à travers une union de tous les Africains au sein des Etats-Unis d'Afrique n'est pas une première. Ce n'est qu'une poursuite de ce que proposait déjà dès 1958 Kwame Nkrumah, ancien président panafricaniste ghanéen qui, ayant prôné la création d'une entité supranationale africaine, en a fait un objectif personnel. Ainsi, selon Bayle, « en mettant l'édification des Etats-Unis d'Afrique comme condition sine qua non à la survie et au progrès du continent, le Manifeste du Cinquantenaire poursuit la lutte dont Kwame Nkrumah fut l'infatigable

défenseur avant, pendant et après son accession à la magistrature suprême de son pays » (65).

Le débat continue de nos jours avec des intellectuels comme Théophile Obenga qui a eu à proposer ladite union fédérale de l'Afrique dans son livre *L'état fédéral d'Afrique noire: la seule issue* publié en 2012, soit 54 ans après la proposition de Nkrumah. Effectivement, la littérature produite sur cette idée de solution confédérale au problème du développement de l'Afrique permet de constater que le sujet des Etats-Unis d'Afrique est non seulement d'actualité sur le continent africain, mais aussi et surtout d'un grand intérêt pour les chercheurs, intellectuels et hommes d'Etat africains. Des auteurs et hommes d'Etats issus des indépendances comme Julius Nyerere, Kwame Nkrumah et Cheik Anta Diop y ont consacré des écrits à travers leur mouvement panafricaniste dès le lendemain des indépendances africaines. D'autres auteurs et chercheurs comme Thierry Michalon, J. Kamanda, Jean-Martin Tchaptchet, parmi tant d'autres, tout en relevant les potentiels dysfonctionnements d'un tel projet et le bien-fondé de l'idéologie panafricaniste qui l'inspire, ont essayé de proposer des approches visant à l'effectivité de sa réalisation. Le sujet de la fédération des Etats africains a également été abordé par plusieurs livres et articles dans le domaine du panafricanisme écrits par Théophile Obenga, Daniel Mengara, B. Mutharika et beaucoup d'autres. En outre, d'autres livres et articles, comme « L'Afrique "cent ans après les indépendances" : vers quel gouvernement politique? » par Jean-François Bayart, Béatrice Hibou, and Boris Samuel, *Manifeste Pour le fédéralisme en Afrique Noire* par Lazare Ki-Zerbo et al. et *Indépendance et néocolonialisme en Afrique: bilan d'un courant dévastateur* par Pierre Ndoumaï, ont fait un bilan détaillé de l'évolution

des Etats africains depuis leur indépendance tout en faisant mention de certains obstacles qui entravent la réalisation du projet des Etats-Unis d'Afrique.

Pour illustrer, prenons par exemple Julius Nyerere qui, soulignant l'existence intérieurement innée des Etats-Unis d'Afrique dans le cœur des Africains, en appelle à la libre et naturelle volonté africaine de regroupement. C'est dans cet ordre d'idées qu'il écrit:

There is one sense in which African unity already exists. There is a sentiment of 'Africanness', a feeling of mutual involvement, which pervades all the political and cultural life of the continent ... We have been divided as long as history is known; in consequence we all have varied experiences, different degrees of economic development, even varied international languages. Yet for all this, African unity is a natural thing which can come on the basis of willing association between the people of Africa. (1,2)

Quoique certaines des affirmations de Nyerere soient de nature à susciter matière à discussion, il importe de souligner que Cheikh Anta Diop a mis l'accent sur l'importance et l'étendue économique d'une telle union des peuples africains en affirmant que le fédéralisme « ne conduira nullement au chaos économique. Rien que l'Afrique occidentale fédérée possède un potentiel économique supérieur à celui de la France et l'Angleterre réunies » (32)

George Ayittey, quant à lui, pense qu'il y a toujours de l'espoir pour la consolidation des Etats-Unis d'Afrique malgré l'échec de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et de l'Union Africaine (UA). Selon lui, « Continental Pan-Africanism

is not dead. It can be revived by avoiding the mistakes that the OAU and the AU have made » (102).

S'il est vrai que le continent africain n'aura son salut que dans ce regroupement de pays en Etats-Unis d'Afrique, la question demeure quant à pourquoi ce projet n'arrive-t-il pas à se concrétiser malgré la relative unanimité de cette proposition au sein d'une bonne partie des leaders d'opinion africains ?

Force est donc de remarquer ici que, malgré la présence de modèles fédéraux ayant réussi cette transition sous d'autres cieux comme c'est le cas pour les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Européenne dans le domaine de la coopération économique ou encore au sein du continent même avec l'Etat fédéral nigérian, la réalisation d'une Afrique fédérée à l'échelle continentale se heurte encore à de nombreux obstacles non seulement politiques, mais aussi économiques, sociaux, culturels, juridiques et idéologiques, pour ne citer que ceux-là. Thierry Michalon, parlant des obstacles, en attribue la grande responsabilité aux Africains eux-mêmes. Il écrit dans son livre, *Quel Etat pour l'Afrique ?*, que chaque Africain porte naturellement en lui le véritable ennemi de l'Afrique à travers son désir d'imiter un mode occidentalisé de vie inadapté au contexte africain. C'est ainsi qu'il affirme que « l'Afrique se trompe de but car son désir d'imiter un mode de vie totalement hors de sa portée l'assujettit toujours plus à des intérêts dont elle prétend vouloir se libérer, et pervertit toujours plus ses équilibres politiques, économiques et sociaux » (144).

Ainsi, sur le plan politique par exemple, les intérêts personnels, égoïstes et nationalistes de certains dirigeants africains qui optent pour le règne de présidences inamovibles ou craignent de perdre leur statut de président si l'Afrique se fédère,

constituent un réel obstacle au projet des Etats-Unis d'Afrique. En effet, ce fut le cas au Burkina Faso avec l'ex-président Blaise Compaoré dont la tentative de se maintenir après 27 années de vie déjà passées au pouvoir constitue une illustration de cette volonté de certains leaders africains à vouloir s'éterniser à la tête de leur pays. N'eût été la bravoure et le courage de la jeunesse burkinabè, il était parti pour s'auto-octroyer plusieurs mandats de plus. C'est à croire que, dans son esprit, le Burkina Faso ne disposait d'aucune autre personne capable de gouverner ce pays. Un autre exemple, cette fois-ci avec succès est visible au Burundi avec le président Pierre Nkurunziza qui s'est façonné un troisième mandat présidentiel de plus au détriment des honnêtes cadres de ce pays qui vont devoir le supporter pour un, voire plusieurs mandats à venir. Si déjà les leaders africains ont du mal à passer le témoin en ce qui concerne la gestion de leurs pays respectifs, on s'imagine qu'ils se plaisent bien dans l'individualisme des Etats-nations qu'ils dirigent car, en Afrique, tout porte à croire que tout le monde veut diriger. Toutefois, pour ce qui est du projet des Etats-Unis d'Afrique, feu le dictateur libyen Mouammar Kadhafi dans un passé récent s'en était fait le nouveau champion. Ayant été tué lors de la rébellion armée qui a secoué son pays en 2011 suite aux « Printemps Arabes », l'Afrique aura perdu en Kadhafi un autre chantre du panafricanisme. L'engagement panafricaniste de Kadhafi posait cependant un autre problème puisque la Libye est avant tout un pays arabe. Or, dans un contexte où les pays arabes d'Afrique du Nord ont souvent eu tendance à se tourner plus vers le Moyen-Orient que vers l'Afrique noire, la question de savoir si l'Afrique noire et l'Afrique arabe peuvent cohabiter au sein des Etats-Unis d'Afrique se pose. En effet pour Bopda,

Le constat est ferme : au Maghreb, l'arabité et le nationalisme arabe ont réussi à étouffer le panafricanisme. [...] La Mauritanie est un pays souvent décrit comme une frontière et un pont géographique et culturel entre le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne. C'est ici que se jouent à fond les dynamiques historiques et les relations politiques qui se développent au-dessous et au-delà des luttes de classements identitaires entre arabité et africanité. (367-368)

Ces considérations mettent forcément en difficulté tout projet de fédération en Afrique, projet qui, selon Jean-Martin Tchapchet, demeure encore un rêve :

Nous avons deux rêves. Le premier rêve, c'était la libération du colonialisme et le second rêve, c'était celui de l'unification politique du continent. Le premier rêve a été réalisé, à savoir l'indépendance, mais le second ne l'est pas. Je continue de militer pour cette unification politique, cette libération politique. (7)

Sur le plan religieux, une exploration des potentiels obstacles met en relief la difficile cohabitation entre Chrétiens et Musulmans qui pose déjà des difficultés dans certains pays. C'est le cas par exemple au Nigéria où l'on ne cesse de noter des actes de barbarie et de terrorisme interreligieux ou encore en Centrafrique avec l'affrontement du 3 février 2014 à Boda. En effet, selon l'Agence France Presse, Boda, ville située à une centaine de kilomètres de la capitale centrafricaine Bangui, fut meurtrie ce jour-là avec un bilan de plus de 75 morts. C'est aussi le cas de la diversité d'ethnies et de tribus au sein de la population africaine. Leur mésentente au sein d'un même pays engendre déjà des tensions les amenant parfois à se massacrer et s'entretuer. Ce fut le cas par exemple en 2009 en République Démocratique du Congo où les ethnies Enyele et Monzaya se sont affrontées avec un bilan d'une centaine de morts et des milliers de déplacés selon l'ONU

(AFP), sans oublier le cas, évidemment, du génocide au Rwanda en 1994. Si tel est déjà le cas sur un même territoire étatique, on peut sans doute imaginer l'ampleur des problèmes à une échelle continentale. Cependant, ceci n'est pas une fatalité. Comme le suggère Emmanuel N'Goran, « le rôle de l'Etat est aussi essentiel pour assurer, dans un pays, l'égalité des territoires. De plus, là où il existe des tensions ethniques, l'Etat est le seul garant de la cohésion nationale » (35). Il est donc possible, au sein d'un Etat comme au sein d'une Afrique fédérée, de résoudre ce type de problèmes à long terme tel ce fut le cas au Ghana où, malgré les violences ethniques à bilan très lourd des années 1981 et 1994, l'instauration d'une stabilité étatique a pu se faire au fil des années.

La diversité ethnique du continent engendre forcément un autre obstacle : celui de la multiplicité des langues. En effet, les obstacles linguistiques ne sont pas des moindres vu déjà que les leaders africains veulent chacun à son niveau que la langue de chez eux soit celle parlée ou adoptée dans les futurs Etats-Unis d'Afrique, et ce alors même qu'il y a déjà, à l'intérieur de chaque pays, une multitude de langues. Mais il se pose un autre problème dans le domaine linguistique : celui de la langue officielle à adopter. Il faut noter qu'à cause de la colonisation, l'Afrique est devenue un continent à multiples langues officielles provenant généralement et majoritairement du colon européen. Ceci posera forcément problème même si certains pays africains ont à leur actif plus d'une langue officielle comme c'est le cas avec le français et l'anglais au Cameroun.

Sur le plan économique, l'inégalité du niveau de développement et de richesse des Etats pose un problème d'acceptation de la fédération par les pays les plus nantis ou les mieux développés. Ces derniers ne veulent pas partager leurs acquis au risque de se voir envahis par les migrants en provenance des pays les moins naturellement nantis qui

représenteraient ainsi, à leurs dépens, des parasites à nourrir. A tout ceci, il faudra ajouter l'épineux problème de la monnaie unique à utiliser au sein des Etats-Unis d'Afrique, problème dont mention a été faite dans le Manifeste en ces termes :

Pour que l'Afrique prenne véritablement son envol économique, il y a urgence à construire des ensembles régionaux [...] [puisque] le développement est tributaire d'un environnement économique et monétaire favorable aux investissements. En Afrique, au cours des cinquante dernières années, de nombreuses analyses, expertises et études ont évalué les expériences de monnaie faites ici et là sur le continent. [...] Le manifeste met l'accent sur l'heure qui a sans doute] sonné pour l'Afrique de faire le saut en toute connaissance de cause de la construction accélérée de zones monétaires régionales en vue d'une zone monétaire africaine. (par. 14).

A tous ces obstacles, nous ajouterons celui de la Françafrique et du néocolonialisme qui ont souvent été la cause des blocages politiques et économiques en Afrique. Pourtant, pour certains Africains soucieux du lendemain de tout un continent, ces phénomènes seraient dépassés. C'est certainement ce qu'affirme Emmanuel N'Goran quand il dit : « Longtemps tenue à l'écart des affaires du monde, subissant la domination des anciens et des nouveaux maîtres du jeu économique planétaire, l'Afrique semble aujourd'hui en mesure de mieux maîtriser son destin » (31).

La particularité de la présente étude réside dans son analyse critique du Manifeste du Cinquantenaire. Elle se propose en effet d'offrir une critique de ce Manifeste et de voir en quoi ses résolutions seraient de nature à favoriser une réalisation objective des Etats-Unis d'Afrique. Autrement dit, notre méthodologie reposera sur celle propre aux

études culturelles en vue de mettre en exergue non seulement les points faibles de ce Manifeste, mais aussi et surtout le bien-fondé des propositions qui y sont faites en vue de l'élimination des divers obstacles s'opposant à la fédération de l'Afrique en un Etat fédéral à même d'affirmer ce continent politiquement, économiquement et culturellement sur la scène mondiale. En effet, la méthodologie basée sur les études culturelles nous permettra de faire ressortir la visibilité du contexte d'exploitation d'où le Manifeste émerge, de mettre ses éléments dans une conceptualisation actuelle et d'analyser simultanément les notions traditionnelles à la lumière de l'effectivité des interventions politiques. Ainsi, la présente étude pourra se positionner comme une des toutes premières critiques du Manifeste du Cinquantenaire des Indépendances.

Ce travail sera organisé en trois parties. Dans la première, nous essayerons de faire une analyse cohérente des diverses propositions du Manifeste du Cinquantenaire sur la réalisation effective du projet de fédération des Etats africains. Cette étude critique du Manifeste nous permettra de mieux comprendre les idées qui y sont proposées afin de déterminer si lesdites propositions assurent au projet un environnement sans obstacles. Mieux, le Manifeste du Cinquantenaire nous propose-t-il des solutions aux divers obstacles susmentionnés ? Cette question nous amènera par la suite à en poser une autre : surmonter les obstacles à la réalisation du projet fédéral suffit-il pour en assurer le succès et, par conséquent, mener au développement de l'Afrique ? Une chose est, certes, de fédérer l'Afrique, mais il en est une toute autre d'en assurer le développement. Autrement dit, dans la deuxième partie, nous tenterons de faire ressortir les limites des Etats-Unis d'Afrique comme solution au problème de sous-développement de l'Afrique. Parlant des limites, nous montrerons, par exemple, pourquoi il est essentiel que l'Afrique cesse de se

tromper d'ennemi en allant, comme elle le fait trop souvent, chercher l'ennemi à l'extérieur alors qu'il serait plus indiqué, peut-être, de travailler sur les Africains eux-mêmes. Enfin, nous tenterons dans une troisième partie, et ce en prélude à notre conclusion, de démontrer pourquoi et comment, malgré les obstacles énumérés, ces propositions autour du projet des Etats-Unis d'Afrique constitueraient, peut-être, la seule issue viable pour une Afrique de demain qui se voudrait prospère et puissante, surtout si elle se passe dans le contexte d'une prise de conscience générale qui remettra l'Africain en accord avec lui-même sur le plan culturel et, donc, également, sur les plans politique, économique et social.

I. LE MANIFESTE DU CINQUANTENAIRE : ORIGINES, ANALYSE ET ENJEUX

A. ORIGINES DU MANIFESTE

La vague des indépendances des pays africains datant des années 1960, l'an 2010 en représente le cinquantenaire. En effet, quatorze anciennes colonies françaises : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Togo et Sénégal ont accédé à leur indépendance en 1960. Au cours des quarante-neuf premières années, l'Afrique connut des célébrations individuelles d'indépendance de ces Etats. Cependant, quoique la cinquantième année des indépendances fut certainement une célébration de plus, ce fut également le moment de faire un bilan récapitulatif du demi-siècle de souverainetés des Etats postcoloniaux africains. Effectivement, malgré la « logorrhée en vogue sur les Etats faibles ou faillis » (Bayart, Hibou and Samuel 152), des leaders et experts africains ont jugé opportun, sous l'initiative du président de la République du Bénin le Dr. Thomas Boni Yayi, de faire une analyse objective de la situation lors du Symposium International sur le Cinquantenaire des Indépendances Africaines. Bien avant Cotonou, il y a eu d'autres célébrations non seulement nationales mais aussi internationales. Par exemple, toujours dans le cadre de ce cinquantième anniversaire des indépendances africaines s'est tenue pas très loin de Cotonou, la conférence internationale de Yaoundé au Cameroun sur le bilan du demi-siècle des indépendances de dix-sept pays africains. Ladite conférence intitulée « Africa 21 : l'Afrique, une chance pour le monde » s'est tenue les 18 et 19 mai 2010 avec pour but la stimulation des réflexions politiques sur le devenir du continent. Chose curieuse, ledit cinquantenaire des indépendances africaines a été également célébré par la France avec un défilé de troupes en provenance des pays africains concernés sur les Champs-

Elysées. Du côté de Cotonou, capitale économique du Bénin, l'événement a eu lieu du 16 au 20 novembre 2010, sous le thème principal « L'audace, unique défi pour une Afrique nouvelle ». Selon Bayle,

Il s'agit de femmes et d'hommes témoins de l'histoire des indépendances africaines, avocats, sociologues, acteurs politiques, diplomates, chercheurs, historiens, économistes, etc.... Deux chefs d'Etat et un chef de gouvernement ont participé aux travaux, le Président du Bénin, le Président du Rwanda, Paul Kagamé et le premier ministre du Togo. Ont également collaboré Jean Ping, Président de la Commission de l'Union Africaine ainsi que le Président de la Commission de UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain).

(64)

Autour de ce thème principal ont été créés quatre panels de travaux de discussions :

Le premier panel, intitulé « l'audace de l'aveu et de la rupture », se réfère à une remise en cause de l'Afrique par elle-même, notamment par la reconnaissance des erreurs faites par le continent, erreurs allant du mimétisme aux guerres de toutes sortes selon la loi du talion. Ces erreurs incluent aussi une Afrique le plus souvent recroquevillée sur elle-même, sans oublier la mauvaise gestion du temps, les manipulations et le tripatouillage des lois fondamentales taillées sur mesure. Cette remise en cause aboutirait d'une part, selon ce premier panel, à une rupture avec les mauvaises habitudes constituant la base même desdites erreurs. D'autre part, elle fait appel à la paix et à l'éthique des peuples africains, gage de toute prospérité.

Le second, celui de « l'audace de la science et ses multiples applications », met sur le tapis les symptômes ou prodromes qui empêchent l'établissement d'un

environnement favorable au développement de la science et des langues nationales dont le statut de langues officielles a été volé par des langues étrangères. Il a été spécifiquement question au sein de ce panel de statuer sur cinq facteurs fondamentaux à savoir :

- La sécurité alimentaire (formation et transformation des agriculteurs africains en entrepreneurs agricoles) ;
- La science, la technologie et l'innovation (science et technologie au sommet des structures étatiques, brevets de propriétés intellectuelles et institutions de recherche) ;
- La recherche et le pôle d'excellence (exploitation des données des recherches dans les prises de décisions politiques) ;
- L'information, la communication (valorisation juridique des langues nationales, diffusion et partage des savoirs) ;
- L'Etat, le secteur privé (engagement des gouvernants dans la promotion des réseaux de chercheurs et des centres de recherches).

Le troisième panel intitulé « l'audace du sursaut et de la conquête » a discuté de la ferme volonté africaine de pallier à un certain nombre de situations qui entravent son développement. Il s'agit entre autres :

- De la balkanisation due aux frontières héritées de la colonisation ;
- De la multitude des monnaies nationales pour la plupart économiquement insignifiantes ;
- D'une agriculture non exploitée à bon escient et par conséquent non rentable ;

- D'une jeunesse et d'une diaspora non exploitées.

Le quatrième et dernier panel, dont le thème fut « le triomphe des victoires partagées », a suscité des voies de solution aux divers obstacles entravant la bonne volonté des Africains à mieux faire. Lesdits obstacles sont surtout d'ordre financier, ce qui conditionne le continent à des emprunts à forts taux d'intérêts, corollaire d'un endettement chronique maintenant la pauvreté sur le continent et conséquence directe de la fuite des jeunes cerveaux africains qui choisissent volontiers de devenir des candidats à l'émigration vers les pays du Nord dans des conditions qui laissent parfois à désirer. Ces mêmes obstacles financiers mettent en mal la coopération Sud-Sud et l'intégration sous régionale du fait de l'inégale répartition des richesses sur le continent. Ce panel procéda également à une étude de la juste et équitable coopération Nord-Sud en matière de mondialisation.

Les travaux et discussions au sein de ces quatre panels ont abouti à une pléiade de résolutions dont la synthèse a engendré une sorte de feuille de route en cinquante points pour les leaders africains de demain : c'est le Manifeste du Cinquantenaire.

B. LES PROPOSITIONS DU MANIFESTE

Le Manifeste du Cinquantenaire est un ensemble de résolutions en cinquante points dont il convient de relever les idées principales afin d'en faire une exploration concise et complète. Effectivement, le contenu de chacun des points se résume de la manière suivante :

Du premier au troisième point, il a été question de planter le décor tout en rappelant la tragédie de l'humiliation, les échecs ainsi que les triomphes de l'intelligence qu'a connus le continent africain.

Du quatrième au sixième point, le Manifeste du cinquantenaire reconnaît l'opportunité d'ouverture sur les nouveaux horizons qu'offre au continent cette liberté acquise les armes à la main ou sournoisement octroyée. Il appelle l'intelligence africaine à la quête d'une émancipation de la société vis-à-vis des pouvoirs, à celle des hommes et des femmes sur la base de relations humaines beaucoup plus égalitaires. Il fait du cinquantenaire des indépendances africaines un rendez-vous de l'Afrique avec elle-même et avec l'histoire.

Aux points sept et huit, le Manifeste constate et confesse l'état de malaise dû à la médiocrité et à la fatalité dans lesquelles se trouve le continent et appelle les Africains à un sursaut continental de liberté et de développement fondé sur des valeurs positives.

S'agissant du neuvième point, celui qui nous importe le plus dans le présent travail, un accent prioritaire a été mis sur la construction d'une Afrique unie en Fédération des États-Unis d'Afrique. Il relance l'espoir sur une coopération internationale autrement vécue et autrement gérée par les Africains.

Quant au dixième point, il fait état de la capacité indéniablement forte du marché intérieur africain de plus d'un milliard de consommateurs et suscite la promotion de coopérations pouvant renforcer les capacités de maîtrise dudit marché intérieur. Pour ce, il importerait de renforcer le secteur privé pour une meilleure concurrence vu le contexte actuel de la mondialisation.

Cependant, les points onze, douze et treize, tout en projetant la croyance en une Afrique indépendante, souveraine et unie, lui accordent une place irremplaçable sur l'échiquier international de par la densité de sa diversité dans presque tous les domaines. Sur la base de la capacité de ses hommes et femmes à valoriser la personne humaine dans

toutes ses dimensions, c'est au tour de l'Afrique d'offrir la possibilité à tous les autres peuples du monde de puiser dans ses nobles et diverses cultures.

En complément à tous ces aspects énumérés plus haut, le quatorzième point décrète l'urgence et la nécessité de la création de zones monétaires régionales afin de favoriser une zone monétaire africaine unique, gage d'un développement sur la base d'un environnement économique et monétaire favorable aux investissements.

S'agissant du quinzième point, il a été question d'attribuer au cinquantenaire l'objectif d'en finir avec, puis de dépasser, à travers une discipline économique vigilante et une gouvernance éclairée, la stigmatisation dont ont fait l'objet la plupart des pays africains sous l'appellation de pays les moins avancés (PMA) ou de pays pauvres très endettés (PPTE).

Concernant le point seize, une revue de l'immense défi que constitue le gigantesque chantier qui attend le continent dans presque tous les secteurs d'activité a été faite, notamment ceux de la sécurité et de la paix, de la santé et de l'éducation tout en passant par la recherche scientifique et technologique.

Concernant le point dix-sept, le Manifeste a énuméré les dérives des systèmes politiques africains tels que le mensonge, la manipulation, la corruption, le meurtre, la dictature, les atteintes les plus graves aux libertés publiques, les violations des droits de la personne humaine, l'impunité, le népotisme et ses excès, et autres dérives ahurissantes qui sont érigées en règles de gouvernance sur le continent.

Pour ce qui relève des points dix-huit à vingt-deux, rappel a été fait aux Africains que les solutions viendront principalement d'eux-mêmes, et qu'ils doivent prendre conscience du devoir qui est le leur de relever les défis de la modernisation. Toutefois,

loin de prétendre à l'imposition d'un modèle quelconque de développement, il y aura lieu d'une reconsidération des atouts propres au continent.

En ce qui concerne les points vingt-trois à vingt-cinq, suite au constat de l'affluence en Afrique de nouveaux acteurs tels la Chine, le Japon, l'Inde..., le Manifeste préconise la définition de nouvelles stratégies en matière de coopération. Il souligne également le concours et le poids de l'apport notamment financier et incontournable de la toute nouvelle région africaine que représente désormais sa Diaspora historique d'une part et sa Diaspora récente de l'autre.

Tandis que les points vingt-six et vingt-sept portent sur l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) tels que fixés par l'Organisation des Nations Unis (ONU), le vingt-huitième suggère une politique de revalorisation et d'appropriation des langues africaines dans les domaines de l'éducation, de la technologie de l'information et de la communication. Il importe ici d'insister sur l'éducation de la jeunesse, couche de la population à qui s'adresse avant tout le présent Manifeste. Autrement dit, si les conditions d'une bonne éducation de la jeunesse ne sont pas remplies,

L'affirmation sociale de la jeunesse empruntera les ressources de la seconde économie - artisanat, commerce de rue, contrebande, exploitation sauvage des ressources minières -, de l'aventure, de la délinquance, de la prostitution, de l'émigration. En outre, les jeunes hommes et les adolescents resteront des réservoirs de recrutement volontaire ou forcé pour les mouvements armés.

(Bayart, Hibou, and Samuel 135-136)

A travers les points vingt-neuf et trente, un appel a été fait au dialogue et à l'accroissement des capacités de médiations consultatives, de négociation et de réconciliation en vue d'une consolidation de la paix sur le continent et d'une résolution pacifique des conflits inter-ethniques, politiques et sociaux.

Parlant du point trente et un, il a été fait de l'éthique et de la responsabilité, les piliers de la rupture avec le système économique et politique des cinquante dernières années pour une éradication de l'extrême pauvreté en Afrique.

Aux points trente-deux à trente-sept a été abordé l'épineux problème de la fuite des cerveaux. Ainsi, dans le but de maintenir ces cerveaux et de favoriser un retour au bercaïl des têtes pensantes de la diaspora africaine aussi bien historique que récente, il a été proposé que soit faite la promotion et la récompense des talents du continent. Il va de soi que ladite promotion soit accompagnée de la création d'un environnement favorable au dit retour au bercaïl de ces cerveaux africains. Il en est de même pour la création littéraire et artistique.

Concernant les points trente-huit à quarante et un, il a été fait un rappel du prix chèrement payé par le continent pour l'obtention desdites indépendances. Cela étant, une gestion plus intelligente de ces dernières de manière à valoriser l'humanité a été préconisée. Rappel a été aussi fait des conditions atroces dans lesquelles sont morts de vaillants révolutionnaires africains comme Sylvanus Olympio, Patrice Lumumba, Félix-Roland Moumié, Ernest Ouandié, Dedan Kimathi, Amilcar Cabral, Diallo Telli et bien d'autres.

S'agissant du point quarante-deux, une immense gratitude a été rendue à des penseurs de grande envergure et à des hommes d'action tels que Cheikh Anta Diop,

Frantz Fanon, Alioune Diop, Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, Habib Bourguiba, Julius Nyerere, Gamal Abdel Nasser, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor, Agostino Neto, Joseph Ki-Zerbo, Nelson Mandela, Mongo Beti et Wole Soyinka, parmi tant d'autres, qui ont donné corps au rêve panafricaniste d'une Afrique debout.

Quant aux points quarante-trois à quarante-sept, l'engagement de faire en sorte que l'histoire de l'apport de ces devanciers nationalistes au génie africain en matière de développement et d'humanisation de la planète soit enseignée à tous les enfants d'Afrique a été pris, avec un appel à la passation de témoins aux jeunes générations en vue d'en pérenniser les idéaux. A cette jeunesse, il a été donné comme consignes de prendre en main son propre destin et celui de l'Afrique en s'attribuant comme défi le dépassement du cap des balbutiements de leurs aînés. Il a été dit de ces jeunes qu'ils ont le droit de demander des comptes aux dirigeants africains et de dire « non » à l'instrumentalisation de l'Afrique à travers une cohabitation féconde avec leurs aînés.

Pendant que le quarante-huitième point rappelle aux jeunes Africains le symbole du flambeau qu'ont porté leurs pères et qui a pour nom « sacrifice, patriotisme, valeurs du travail et de la discipline, don de soi, éthique comme règle de vie », le quarante-neuvième en appelle au sursaut continental vers l'heure qui a sonné pour l'Afrique. Il a donc été préconisé que l'insupportable d'hier devienne le surmontable d'aujourd'hui.

Enfin, le dernier point, le cinquantième bien-sûr, lance le défi des engagements audacieux pour les cinquante années à venir en faveur de l'unité et de la renaissance d'une Afrique résolument debout.

De tout ce qui précède, il ressort que le neuvième point constitue le centre d'intérêt du présent travail. En effet, il y a été dit :

La construction d'une Afrique unie en Fédération des Etats-Unis d'Afrique est un objectif prioritaire. Aujourd'hui, nous relancerons l'espoir en une coopération internationale, une coopération autrement vécue et autrement gérée parce que privilégiant les grands ensembles africains mis à mal par les indépendances « octroyées » à des espaces balkanisés, morcelés ou fragmentés.

Il s'agit, dans ce paragraphe, d'une sorte de cartographie de la déplorable situation dans laquelle se retrouve le continent. Ce paragraphe qui est tiré du point neuf du Manifeste, sous-entend la nécessité de corriger le chaotique conditionnement actuel des pays africains en espaces balkanisés, morcelés ou fragmentés, un phénomène qui a occasionné la quasi-vulnérabilité de tout un continent. En effet, il a été tout simplement question d'attirer l'attention des Africains sur la faiblesse qu'engendre le découpage du continent en Etats-nations sur la base du modèle européen, modèle qu'un historien comme Basil Davidson a qualifié de « malédiction » dans son livre *The Black Man's Burden : Africa and the Curse of the Nation-State*. La priorisation de l'objectif de la construction d'une Afrique unie qui deviendrait une fédération des Etats-Unis d'Afrique demeure, à nos yeux, la condition pour un sursaut continental tel que l'a défini ce Symposium du Cinquantième des Indépendances Africaines de Cotonou.

II. LES ECUEILS AUX PROPOSITIONS DU MANIFESTE

Comme nous l'avions déjà évoqué dans notre introduction, la réalisation d'une Afrique fédérée à l'échelle continentale se heurte encore à de nombreux obstacles tant externes qu'endogènes, obstacles dont le dépassement assurerait certainement le succès du continent dans le cadre du chemin tracé par le Manifeste. Voyons, dans les lignes qui suivent, la nature de ces obstacles.

A- LES OBSTACLES EXTERIEURS

Au nombre de ceux-ci, nous pouvons citer le néocolonialisme, la Françafrique et la mondialisation.

LE NEOCOLONIALISME

On ne saurait parler de néocolonialisme sans au préalable rappeler ce que c'est que le colonialisme. L'Encyclopédie Britannica le définit comme : « phénomène et processus politico- économique par lequel de nombreuses nations européennes explorèrent, conquièrent, occupèrent (en s'y installant) et exploitèrent de vastes régions du monde ». De fait, Konaté Moussa y associe l'arrivée du blanc en Afrique. En effet, multiples et multiformes furent les raisons ayant motivé l'expansion européenne en Afrique. D'entrée, la croissance démographique du vieux continent poussa les Européens à la recherche de terres afin d'y déverser une partie de leur population débordante dont il fallait aussi assurer l'alimentation. Il leur fallait aussi, en plus de la matière première pour alimenter les besoins industriels du continent, un marché d'écoulement des produits finis issus des industries européennes. Le continent africain remplissait les conditions en la matière. En effet, l'Afrique devient la proie des intérêts économiques européens avec au passage des formes de barbarie jusque-là inconnues en terres africaines. Et, pour justifier

la pratique coloniale, il fut question d'avancer le prétexte moral de la mission civilisatrice. Aux yeux des colonialistes, les peuples africains n'étaient que des sauvages sans civilisation. Il urgeait donc de leur apporter une aide civilisatrice. Cohen a décrit les motifs de l'expansion coloniale européenne en ces termes :

Europeans who went overseas would, by their example, bring enlightenment to the savages: Perhaps they are laying the foundation of new Europe. The civilizing mission was not merely altruistic; it had commercial advantages too. Golberry noted: Savage people are not consumers, but civilized people are becoming increasingly so, and thus the object of French policy in Africa should be to create new objects of exchange, to create new consumers of the product of our industry.

(178)

Cette invasion de l'Afrique par l'Europe n'est pas restée sans séquelles. Les bouleversements furent d'ordre politique, culturel, social et économique. En effet, des frontières redéfinies en fonction des occupations territoriales entre puissances européennes imposent une cohabitation de peuples initialement différents, source de tensions politico-sociales. L'expropriation, l'appropriation et l'exploitation des terres, infrastructures et matières premières ont appauvri considérablement le continent et lui ont imposé des valeurs culturelles étrangères sans toutefois se substituer totalement aux valeurs endogènes. Pour Konaté, « la colonisation ayant pour finalité la domination physique et culturelle des peuples autochtones, [...] celle de l'Afrique noire est restée inachevée car si les sociétés africaines ont été profondément troublées, elles n'ont pas disparu » (89). D'où la nécessité, pour les pays occidentaux, d'une nouvelle forme de domination afin de maintenir leurs intérêts initialement imposés aux anciennes colonies

après les indépendances octroyées contre le gré des métropoles. Effectivement, les anciens colonisateurs ont bien orchestré leur retour en Afrique afin de continuer le maintien de leurs intérêts. Cette toute nouvelle forme de domination fut préméditée par les colons en ce sens qu'ils étaient persuadés du recours à eux des nouveaux pays indépendants non habitués aux systèmes de gouvernance qui leur ont été laissés en héritage. Selon Mengara,

Indeed, the fact that the colonizer did not, in a calculated and purposeful move, involve natives in the management of their own lands, resulted in a general state of African unpreparedness at the time of their independence. The former colonizer had, by this method, simply paved the way for his own return to Africa as a neo-colonizer. In other words, the European empires, when granting "offered" independences to Africans, knew they would still be needed for a while by countries that were now dependent upon western economic systems which they were not yet prepared to manage. (10)

Les anciens colons blancs se sont retirés de l'Afrique en cédant la place aux gouvernants africains pour conduire la destinée africaine. Ces derniers, au lieu d'en être de dignes représentants, en sont plutôt devenus de redoutables ennemis, des néocolonialistes. Selon Georges Ayittey, « One set of masters (white colonialists) was traded for another set (black neocolonialists), and the oppression and exploitation of the African people continued unabated » (92). Ces néocolonialistes noirs agissent suivant les ordres des occidentaux et protègent plutôt les intérêts des anciens colons. Ils s'érigent en obstacles à toute idée de regroupement des états africains en vue de mieux défendre les intérêts de l'Afrique. Ainsi, les leaders africains qui jouent le rôle de néocolonialistes noirs

constituent, avec le soutien invisible des anciens colons, un obstacle politique quasiment fatal à toute idée d'union des Etats africains. Ils pèsent de tout leur poids et usent de toutes sortes de complots visant à anéantir tout effort qui convergerait vers la réalisation du projet des Etats-Unis d'Afrique.

Sur le plan économique, tout a été conçu de manière à exploiter toutes les richesses du continent au détriment de ce dernier. Tous les secteurs de production étaient sous contrôle métropolitain. Depuis lors, la situation n'a fait que perdurer et, Mutharika, parlant du secteur agricole écrit : « Foreign administrators during the colonial period played an important role in influencing agricultural development and thereby shaping the mode of agriculture for the indigenous African peasants » (112). Ceci relève simplement du néocolonialisme qui n'est rien d'autre que la politique menée par certains pays développés visant à instituer et perpétuer, sous des formes nouvelles, leur domination sur les Etats indépendants du tiers monde autrefois colonisés. Une telle domination ne pouvant avoir effet que sur des Etats au pouvoir de négociation affaibli, les actuels Etats-nations du continent africain en sont le parfait prototype. La redoutable puissance de négociation d'une Afrique unie en Etats-Unis d'Afrique, parlant d'une seule voix et agrémentée de toutes les richesses du continent regroupées sous un seul ensemble, ne peut que fausser les calculs colonialistes et néocolonialistes. Comme l'avait si bien dit Nkrumah jadis, « vous savez ce qu'est la géopolitique. Quand vous avez un grand territoire et cent million d'hommes, cela porte les 'puissances' à réfléchir et à vous respecter, car elles savent que vous avez la force » (qtd in Tchaptchet 179). Le projet des Etats-Unis d'Afrique est donc, aux yeux des Européens, à abattre à tout prix car le regroupement donnerait au continent africain une force et une puissance qui

revaloriseraient indéniablement sa présence sur l'échiquier international. Ceci porterait entrave à la domination de l'Occident sur l'Afrique.

Cette situation de domination externe n'est pas sans conséquence sur les grandes instances de décisions africaines, qui ont tendance à imputer au néocolonialisme la majeure partie des dérapages postcoloniaux survenus sur le continent. Ainsi, toutes les fois que se produit un phénomène déstabilisant la quiétude des peuples africains, on a tendance à rechercher la provenance du côté des occidentaux. Selon Ayittey, justement, « each time a conflict erupted, the instinct of the OAU was to look for a neocolonial or imperialist conspiracy » (94). Ce fut encore le cas très récemment à propos du virus "Ebola" autour duquel les rumeurs d'une probable source de provenance occidentale ont continué à intoxiquer l'opinion publique africaine. En outre, la nouvelle forme de domination incarnée par le néocolonialisme influence la prise des décisions dans presque tous les secteurs d'activité en Afrique. Les décisions salutaires sont très rares sur le continent. Prenons par exemple le secteur de l'agriculture qui constitue l'un des piliers non négligeables de son développement. Malgré la valeur très capitale de ce secteur dans l'échiquier continental, le manque accru de moyens d'investissement fait que son intégration multinationale en Afrique souffre de sérieux malaises. Cette situation encourage une domination d'investisseurs étrangers sur le secteur, ce qui accentue non seulement une aliénation des producteurs ruraux du fait de la concurrence déloyale, mais aussi celle des nations africaines elles-mêmes qui n'en profitent guère. Ces investisseurs étrangers, détenteurs du pouvoir économique de l'Afrique la manipulent à leur guise. Les décisions des leaders africains deviennent très limitées dans ces conditions. Autrement dit, l'absence de liberté décisionnelle sous l'égide du néocolonialisme constitue un autre

obstacle au sursaut pouvant aboutir au projet d'union des nations africaines. Cette situation dans le secteur agricole amène Mutharika à dire que :

One of the most important considerations in integrating agricultural production is that huge amounts of capital must be invested in agriculture which has not been the case previously. The main problem is that the indigenous farmers lack capital resources and have no means of raising capital from domestic sources. [...] Most of the modern agricultural production is carried out by foreigners who bring in capital from abroad » (110)

Dans ces conditions, l'option est le plus souvent aux emprunts dont les domaines d'utilisation sont parfois imposés et orientés par les bailleurs de fonds. Cela favorise le gaspillage des ressources financières au sein des Etats-nations actuels du continent africain. Un gaspillage de fonds tristement empruntées à des taux d'intérêt exorbitants qui plongent les Etats-nations africains dans une dépendance au point de ne vivre que de la mendicité auprès des pays occidentaux déguisés en partenaires du développement. Il faut cependant que les peuples africains comprennent une fois pour toutes que seuls les intérêts guident le monde de nos jours. Pendant qu'aucune aide n'est sans contrepartie, on constate l'absence sur le continent africain de toute stratégie productrice de richesses propres non dépendantes d'emprunts ou de dons. Alors que la politique budgétaire comme le suggère Fattany Talonto, « devant le choc des exportations, le choc d'investissement et le choc de consommation que connaît le continent noir, [...] apparaît comme un instrument clé pour faire face à ces chocs économiques » (235), elle est quasi inefficace ou parfois inexistante sur le continent. En effet, les budgets des Etats-nations ne suivant aucune règle d'équilibre budgétaire en termes de prévisions de dépenses sur

une base de capacité financière propre, ceci favorise une dictée et une influence des bailleurs de fonds sur les grandes décisions que doivent prendre ces pays, ce qui s'érige en obstacle au projet d'union car la concrétisation d'un tel projet nécessite des décisions courageuses et autonomes. On se pose ainsi la question ici et là de savoir si le néocolonialisme n'est pas plus dévastateur que le colonialisme lui-même. Effectivement, pendant la colonisation, l'ennemi était connu de tous les Africains. Par contre, avec le néocolonialisme, tout se passe de façon sournoise sous des prétextes d'aide au développement ou de protection de la souveraineté étatique des pays africains. En réalité, ce sont plutôt les ressources du continent qui sont convoitées par ces prétendus bons samaritains occidentaux. Ce n'est qu'une substitution de la soi-disant "mission civilisatrice" de l'époque coloniale par une autre, d'une appellation controversée, celle de la "mission d'aide au développement". Dans *Indépendance et néocolonialisme en Afrique : bilan d'un courant dévastateur*, Pierre Ndoumai soutient et démontre que le néocolonialisme est, pour le continent africain, aussi dévastateur que le colonialisme. Le néocolonialisme prend le nom de Françafrique du côté français.

LA FRANÇAFRIQUE

Le néocolonialisme français prend plusieurs formes de domination en Afrique. Il exerce un contrôle d'ordre électoral, économique et géopolitique sur les anciennes colonies françaises. Plus spécifiquement, cette toute nouvelle forme de domination française fut conduite de main de maître dès 1958 par un expert en la matière du nom de Jacques Foccart, le plus proche collaborateur du général Charles de Gaulle. Il fut l'un des artisans les plus actifs du néocolonialisme français en Afrique, une idéologie qui a pour nom la « Françafrique », que l'on appelle aussi parfois « foccartisme ». C'est François-

Xavier Verschave qui a popularisé ce nom dans son livre intitulé *La Françafrique : Le plus long scandale de la république*. Dans cet ouvrage, il qualifie le néocolonialisme français de « Criminelle Françafrique » (87) et le définit comme un « système confusionnel, confus et fusionnel » (55), « la nébuleuse des réseaux franco-africains » (117), ou encore « comme conception des relations franco-africaines donnant la primauté à la politique des réseaux et à la confusion entre l'action paradiplomatique et les affaires privées » (87). En effet, lesdits réseaux alimentent, entretiennent et coordonnent tout ce qui a trait aux pouvoirs étatiques en Afrique. Ainsi, avec la Françafrique, il n'y a réellement pas d'élections africaines démocratiques car elle constitue une sorte de commission électorale africaine qui connaît les résultats avant même les scrutins électoraux et désigne les chefs d'Etat ou les place au pouvoir par des coups d'Etat fomentés depuis Paris. Sous ce système, les élections ne sont réellement que des mises en scène afin de couvrir des nominations, à la tête des prétendus Etats indépendants d'Afrique francophone, des présidents choisis par la France. Ledit contrôle des élections en Afrique par la France est le plus souvent accompagné d'assassinats de toutes sortes orchestrés à l'encontre des personnes soucieuses d'une quelconque démocratie en Afrique. C'est ainsi que fut froidement abattu l'ancien président togolais, celui que Verschave qualifie de « trop indépendant Olympio » (109), sur instruction de la France. Verschave rapporte ce complot et tant d'autres. Il mentionne par exemple une conversation téléphonique entre le chef du groupe des assassins d'Olympio et l'ambassadeur de France à Lomé, Henri Mazoyer : « Allô ! Monsieur Mazoyer ? Nous sommes chez lui [domicile d'Olympio]. Il a disparu » (112). Un peu plus tard, il fut localisé dans l'enceinte de l'ambassade des Etats-Unis avant d'être froidement criblé de

balles et lynché à coups de baïonnettes par Etienne Gnassingbé Eyadema, qui devint à cette occasion le nouveau président du Togo : Il resta 37 ans au pouvoir. Cette situation toujours pas totalement dépassée de nos jours, notamment à la vue de ce qui s'est passé en Lybie et en Côte d'Ivoire, n'est pas sans avoir laissé des séquelles qui constituent autant d'obstacles au projet d'union des Africains.

Sur le plan économique et géopolitique, selon Antoine Glaser et Stephen Smith, la Françafrique, Etat franco-africain par assimilation, est un système de gouvernements et de relations franco-africains mis sur pieds par la France afin de « maintenir un contrôle de fait sur la politique et l'économie de nombreux Etats anciennement colonisés » (89). En ce sens, la dépendance politico-économique du continent constitue un obstacle au projet des Etats-Unis d'Afrique car tout se passe encore de telle sorte que les anciennes colonies continuent à contribuer à l'épanouissement économique et géopolitique des anciennes métropoles. Cette situation perdure de nos jours avec les redevances versées à la France par les pays de la zone franc ayant en commun le FCFA comme monnaie. Effectivement, dans le journal *Le grand soir*, Mawuna Koutonin, affirme que 14 pays africains sont obligés par la France, à travers le pacte colonial, de mettre 85% de leurs réserves à la banque centrale de France sous le contrôle du ministère des finances français. C'est ainsi que le Togo et environ 13 autres pays africains doivent payer la dette coloniale en France. Selon Koutonin, les dirigeants africains qui refusent sont tués ou victimes de coup d'Etat. Ceux qui obéissent sont soutenus et récompensés par la France grâce à un style de vie somptueux, tandis que leurs populations endurent la misère et le désespoir. Koutonin remarque cependant qu'un tel système maléfique est dénoncé par l'Union européenne, mais la France n'est pas prête à se passer de ce système colonial qui

lui offre une trésorerie d'environ 500 milliards de dollars en provenance de l'Afrique, et ce par année.

Ceci étant, si toutefois un leader africain ne se met pas dans les rangs ou se rebelle contre le joug de la France, non seulement son pays est menacé de déstabilisation, mais surtout son fauteuil présidentiel et sa tête sont mis à prix. C'est exactement ce que sous-entend la toute dernière révélation sur *France 24* de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo en attente de son procès pour crimes contre l'humanité à la Cour Pénale Internationale (CPI). Il importe de souligner au passage le fait que la fameuse Cour Pénale Internationale, depuis sa création, n'a jugé que des Africains. C'est à croire que seuls les Africains ont eu à commettre des crimes contre l'Humanité alors que de tels crimes sont courants sur tous les continents du monde, y compris l'Europe. En effet, sous une rubrique de *France 24* intitulée « quand Laurent Gbagbo dézingue Chirac et la "Françafrique" », Gbagbo dénonce le financement des campagnes électorales françaises exigées par la France sous peine de voir la paix menacée dans les anciennes colonies françaises qui subissent la Françafrique :

C'était en 2001, je pense. Villepin et Robert Bourgi m'ont demandé de cracher au bassinnet pour l'élection en 2002 en France. Nous étions au Voltaire, un restaurant qui est sur le quai du même nom, près de la Documentation française [à Paris, près du domicile privé de Jacques Chirac, NDLR]. C'était le prix pour avoir la paix, en Françafrique. (AFP)

C'est aussi le cas de plusieurs coups d'Etat perpétrés sur le continent dont une revue sommaire nous fera voir l'ampleur d'une telle machination contre le continent. Toujours à travers les lignes du journal *Le grand soir*, Koutonin raconte que dès la décision de

Sékou Touré de la Guinée en 1958 de sortir de l'empire colonial français, en optant pour l'indépendance du pays, l'élite coloniale française à Paris s'est indignée, et dans un acte de fureur historique, demanda à son administration alors en place en Guinée de détruire, dans tout le pays, ce qui représentait, à leurs yeux, les avantages de la colonisation française. C'est ainsi que trois mille Français quittèrent le pays, en prenant tous leurs biens et détruisant tout ce qui ne pouvait être déplacé : les écoles, les crèches, les bâtiments de l'administration publique furent détruits, les voitures, les livres, les médicaments, les instruments de l'institut de recherche, les tracteurs ont été écrasés et sabotés ; les chevaux, les vaches dans les fermes ont été tués, et les nourritures entreposées furent brûlées ou empoisonnées. C'était une manière forte de dissuader le reste de l'Afrique à emboîter le pas à Sékou Touré. Koutonin continue en constatant le fait que, peu à peu, la peur s'empara des Élités africaines et, après ces événements, aucun autre pays ne trouva jamais le courage de suivre l'exemple de Sékou Touré, dont le slogan était « nous préférons la liberté dans la pauvreté à l'opulence dans l'esclavage ». Selon Koutonin, dans une intention d'éviter à son pays le sort qu'à connu la Guinée de Sékou Touré, Sylvanus Olympio, le premier président de la République du Togo refusant de signer le pacte colonial proposé par le général Charles De Gaulle, accepta plutôt le paiement en contrepartie d'une dette annuelle à la France pour les soi-disant avantages obtenus lors de la colonisation française. Dès lors, continue Koutonin, la situation financière du Togo tout juste indépendant fut très instable ce qui amena Olympio à décider la sortie du Togo de ce système monétaire mis en place par la France coloniale basé sur le franc des colonies françaises d'Afrique imposé à une douzaine de pays nouvellement indépendants. La France coloniale ne voulant laisser passer un tel affront,

s'empara et tua le premier président élu de l'Afrique indépendante : Olympio fut donc exécuté par un ex-légionnaire français, le sergent de l'armée Etienne Gnassingbé. Il en était de même pour Modiba Keita, premier président de la République du Mali, lorsqu'il décida le retrait de son pays du système monétaire FCFA. De la même manière, Keita sera victime d'un coup d'état mené par un autre ex-légionnaire français, le lieutenant Moussa Traoré. Pendant cette période de la tentative africaine à se libérer du joug de la colonisation européenne, la France usera à nombreuses reprises de mercenaires anciennement affiliés à la légion étrangère pour réaliser des opérations déstabilisatrices contre les présidents nouvellement élus. Ainsi :

- Au 1er janvier 1966, Jean- Bedel Bokassa, ex-légionnaire français, réussissait un coup d'état contre David Dacko, le premier président de la République centrafricaine.
- Le 3 janvier 1966, Maurice Yaméogo, le premier président de la République de Haute-Volta, aujourd'hui appelé Burkina Faso, fut victime d'un coup porté par Aboubacar Sangoulé Lamizana, un ex-légionnaire français qui avait combattu avec les troupes françaises en Indonésie et en Algérie contre l'indépendance de ces pays.
- Le 26 octobre 1972, Mathieu Kérékou, qui était un garde de sécurité au président Hubert Maga, le premier président de la République du Bénin, fit un coup d'Etat contre le président, après avoir fréquenté les écoles militaires françaises de 1968 à 1970.

Koutonin conclut sa narration en dressant, dans un tableau, le bilan des 50 dernières années en matière de coups d'Etat sur le continent africain dont 61 % ont été perpétrés dans les anciennes colonies françaises. Il comptabilise 67 coups réussis dans 26 Pays.

Anciennes colonies françaises		Autres pays africains	
Pays	Nombre de coups d'Etat	Pays	Nombre de coups d'Etat
Togo	1	Egypte	1
Tunisie	1	Libye	1
Côte d'Ivoire	1	Guinée Equatorial	1
Madagascar	1	Guinée Bissau	2
Rwanda	1	Libéria	2
Algérie	2	Nigéria	3
Congo – RDC	2	Ethiopie	3
Mali	2	Ouganda	4
Guinée Conakry	2	Soudan	5
Sous-total 1	13		
Congo	3		
Tchad	3		
Burundi	4		
Centrafrique	4		
Niger	4		
Mauritanie	4		
Burkina Faso	5		
Comores	5		
Sous-total 2	32		
TOTAL (1 + 2)	45	TOTAL	22

Tableau1 : Nombre de coups d'Etats en Afrique par pays (*Le Grand Soir* ; notre traduction)

A tous ces coups d'Etats réussis, nous ajouterons celui perpétré au Gabon en 1964 qui a réussi pendant une période avant la restauration du président par la France. La Françafrique est donc une organisation qui a tout mis en œuvre pour des indépendances de nom en Afrique. Voici ce qu'en disent Glaser et Smith :

Ce n'était pas une petite secte dévouée à son gourou Foccart, qui se serait occupée pendant des décennies de l'ex-Afrique française sans que personne sur la place publique ne s'en aperçût. Mais un corps d'Etat, composé de Français et d'Africains qui administrait au grand jour, en vertu des pouvoirs qui leur étaient délégués, un empire qui ne disait plus son nom. (89)

En outre, les foyers de tensions alimentés ici et là dans la plupart des pays africains déstabilisent tout regroupement en union et par conséquent constituent un obstacle au projet d'Etats-Unis d'Afrique. L'origine des conflits remonte d'ailleurs à la période coloniale avec la balkanisation du continent suivant des frontières sans aucune considération des réalités socio-culturelles et l'émergence des Etats-nations. Qui plus est, ce système d'Etats-nations, que Basil Davidson a appelé « Curse of the Nation-State », est à la base de l'enlisement du continent dans un appauvrissement et une dépendance économique permanente des Etats-nations africains, Etats qui se retrouvent alors endettés jusqu'à la moelle. C'est pour conforter ce diagnostic des choses que Pelle D. Danabo « goes on to lament the fact that the greatest obstacle to Africa's democracy and development lies in the artificiality of the colonially-inherited borders which divided people sharing common ethnicity, language, cultures and traditions » (qtd in Martin 183).

Ceci rejoint tout à fait l'idée que cette dépendance économique constitue un obstacle à la construction de cette union. Pourtant, toutes ces formes d'oppression du

continent africain ne l'empêchent guère de continuer à faire parler de lui sur le plan mondial. L'Afrique est et demeure une des plateformes incontournables de la modernisation. En effet, d'après Glaser et Smith, « malgré sa très faible part dans les échanges internationaux, c'est le continent le plus mondialisé de la planète » (187).

LA MONDIALISATION

La Mondialisation ne constitue pas en elle-même un obstacle au projet d'union des Etats africains. Cependant, ce sont les ténors de la non mondialisation qui en constituent plutôt le blocage. Effectivement, selon Dehesa, « today, in a simplistic way, there are three basic opinions on globalization: the pro-globalization one, the pro-globalization with some questions marks, and the anti-globalization one » (292). Qu'elle soit d'ordre économique, ou socioculturel, la mondialisation octroie un certain nombre d'avantages aux Etats africains pris individuellement. La question reste cependant de savoir si les ténors de la mondialisation sont favorables à une mondialisation avec une Afrique unie en un seul Etat fédéral. La réponse à cette question sera organisée en deux parties selon que les sources d'obstacles seront économiques ou socioculturelles.

Dans le premier cas, lorsque la mondialisation est économique, elle consiste en l'élargissement du champ d'activité des agents économiques (entreprises, banques, bourses, etc.) du cadre national à la dimension mondiale.

D'après Jagdish Bhagwati:

Economic globalization constitutes integration of national economies into the international economy through trade, direct foreign investment (by corporation and multinationals), short-term capital flows, international flows of workers and humanity generally, and flows of technology. (3)

Telle définie, une mondialisation positive et équitable pour le continent africain ne saurait se réaliser sans une revalorisation de la puissance de négociation africaine. Cependant, cette revalorisation étant de plus en plus conditionnée par le regroupement des Etats africains en Etats-Unis d'Afrique, elle constitue de facto une menace pour les intérêts des puissances occidentales et, par conséquent, toute tentative de mondialisation de l'Afrique devient un obstacle pour la domination occidentale, ce qui compromet la réalisation effective des Etats-Unis d'Afrique car les occidentaux ont tout à gagner du maintien des inégalités afin de toujours profiter de leurs échanges non équitables avec le continent. Evidemment, la place qu'occupe l'Afrique dans le cadre de la mondialisation économique laisse encore à désirer. Il faut bien que les Africains commencent eux aussi à réfléchir dans le sens du "Win-Win" américain. Ainsi, selon N'Goran

Si la mondialisation de l'économie est une réalité, la gouvernance de cette mondialisation reste à trouver. Or, nous assistons à une transition vers un nouvel ordre mondial dans lequel l'Afrique doit trouver sa place, car ce nouvel ordre mondial constitue, au même titre que le monde ancien, une menace pour ses intérêts économiques. (35)

Ceci étant, tout échange économique non équitable avec le continent constituerait une faiblesse et un manque à la contribution au bien-être des peuples africains et, par conséquent, un obstacle au projet des États-Unis d'Afrique puisque l'objectif premier d'un tel projet est le bien-être des peuples africains à travers le développement du continent.

Dans le second cas, celui lié à la mondialisation socioculturelle et qui constituerait une interaction généralisée entre les différentes composantes de l'humanité, il est sous-

entendu idéalement une démarche vers la suppression des frontières entre les pays. C'est-à-dire un brassage de tous les peuples dans un ensemble géopolitique sans limitation aucune. Ledit brassage suppose une acceptation des uns par les autres sans distinction d'origines raciales, religieuses ou encore idéologiques ; ce qui est loin d'être le cas. En effet, le système quasi-capitaliste dans lequel nous vivons favorise un brassage déguisé des peuples du monde. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on assiste au phénomène de l'immigration clandestine qui secoue le monde de nos jours, phénomène farouchement combattu par les occidentaux, conservateurs de l'inégale répartition des richesses au sein des peuples. Effectivement, selon Dehesa,

A greater degree of trade, financial, and technological globalization is the only way the world can escape serious migration conflicts in the twenty-first century between severely overpopulated and young countries without sufficient employment and economic opportunities for survival, and aged and rich countries losing their labor force but besieged by the pressure of millions of people trying to get across their borders ». (305-306)

Prenant par exemple le cas de l'Afrique noire, elle a été longtemps caricaturée négativement. A une certaine époque de l'histoire de l'humanité, tout ce qui est noir a rimé avec la négativité et la barbarie au point où l'on a fait croire au monde que les noirs n'ont pas de culture. Ceci étant, peut-on parler de brassage des cultures si dans la tête des uns les autres n'en ont aucune ? Ce fut exactement le prototype de l'image de l'Africain peinte dans le livre de Cohen lorsqu'il écrit : « The African could thus be depicted as animalistic, sexually lustful, lazy, and religiously unregenerate » (34). Ce genre de préjugés n'arrangent sûrement pas les intérêts de l'Afrique sur le marché des échanges et

par conséquent ceux du projet de l'union des Africains en une fédération d'Etats. En effet, selon Ky-Zerbo et al.,

L'idéal de l'homme raisonnable serait de parvenir à un rapprochement de tous les peuples dans une communauté politique unie. A cet égard, le cosmopolitisme ou encore le mondialisme sont des doctrines admirables. Mais les faits ont imposé des limites à la volonté humaine, de sorte que l'intégration de l'Afrique Noire dans une union mondiale nous paraît peu envisageable, car relevant de la pure utopie. (16)

La mondialisation telle que vécue actuellement, c'est-à-dire par des Etats-nations africains individualisés, n'arrange pas le continent quand bien même elle constitue une très belle chose pour l'humanité. Cependant, l'union des Africains en Etats-Unis d'Afrique fragiliserait les intérêts des pays occidentaux en ce qui concerne les rapports de force, voire de puissance, et ces derniers ne sont certainement pas prêts à voir se réaliser une telle union des Africains. Effectivement, les pays développés, par peur de se faire concurrencer sur le marché international, ne favorisent en aucune manière l'émergence économique ou le brassage avec les peuples des pays les moins avancés. C'est tout à fait le constat fait par Dehesa dans son livre quand il dit :

I observe the terrible fate of those poor regions and countries which are left behind in the globalization process without hope, because they do not have the minimum requirements, in terms of domestic institution, human capital, infrastructures and savings to be able to integrate the world markets, either because of national political reasons or because of very high protection, by the

rich countries and other developing countries, against their more competitive potential exports of goods, services or against migration. (293)

C'est justement en cela que la mondialisation africaine devient un obstacle au projet de l'union des Africains à cause du potentiel de concurrence sur le marché international dont regorge l'Afrique.

Les obstacles extérieurs à la réalisation du projet des Etats-Unis d'Afrique ainsi élaborés nous amènent à introduire ceux qui sont endogènes au continent.

B. LES OBSTACLES ENDOGENES

Le continent africain est confronté à quatre types d'obstacles à savoir des obstacles socioculturels, socio-économiques, sociopolitiques et enfin historiques.

LES OBSTACLES SOCIOCULTURELS

Au nombre des phénomènes socioculturels qui peuvent être perçus comme potentiels obstacles endogènes, il y a la diversité religieuse, la diversité culturelle et la diversité linguistique.

D'une manière générale, il conviendrait avant tout, en guise de clarification, de chercher à savoir l'impact de l'environnement sur la culture en Afrique. Il est plus que certain que chaque groupuscule de population mis en relation avec d'autres dans le cadre d'une cohabitation géographique au sein d'une même région, développera des traits spécifiques résultants de ces interactions. Ropivia note par exemple que,

D'après la relation, médiatisée par le milieu social, qui existe entre une collectivité et son environnement naturel, le phénomène culturel, dont la fonction existentielle commande le devenir sociétal, tend à être quelque chose d'unique, de spécifique à chaque peuple. Une race humaine, mais surtout une sous-race, dès

lors qu'elle s'adapte et triomphe des contraintes de l'environnement naturel, cesse d'être simplement un phénomène biologique et devient tout à la fois un phénomène culturel et social. (113)

Vu que l'Afrique est climatiquement et ethniquement très diversifiée, il est tout à fait normal d'affirmer sa dense diversité culturelle. Cependant, ladite diversité culturelle pourrait-elle constituer un obstacle au projet des Etats-Unis d'Afrique ? Selon Ropivia, la diversité culturelle de l'Afrique équivalant à « celle des milieux biophysiques et humains » (114), la réaction des populations africaines aux milieux biophysiques varie d'un environnement à l'autre et d'une région à une autre. Ceci a parfois comme conséquences des malentendus qui dégénèrent en conflits. Dans *La représentation des groupes sociaux chez les romanciers noirs sud-africains*, Daniel Mengara eut à mentionner non seulement « la guerre déclarée qui sévissait entre l'ANC et l'Inkatha du Zoulou Buthelezi, et qui avait fait des milliers de morts » (60) en Afrique du Sud, mais aussi « les luttes sanglantes du Biafra qui firent un million de morts entre 1967 et 1970 » (61) au Nigeria. Ces rivalités ethniques, dans ce contexte, constitue une entrave à la stabilité étatique, voire régionale. La diversité ethnique de l'Afrique représente ainsi par ricochet un obstacle en matière de consensus autour du projet d'Etats-Unis d'Afrique.

Il en est de même des divergences religieuses qui se sont souvent exprimées de façon très violente et parfois très sanglante. Selon le rapport du Secrétaire Général Adjoint aux affaires politiques de l'ONU, Jeffrey Feltman, sur la situation en République centrafricaine (RCA), des attaques menées par les « anti-Balaka¹ » à Bangui le 5

¹ **Anti-balaka** : terme utilisé pour désigner les milices d'auto-défense mises en place en République centrafricaine par des paysans pour la plupart chrétiens dont François Bozizé pour combattre la coalition des rebelles séléka composée pour la plupart de musulmans.

décembre 2013 ont déclenché des troubles graves dans la capitale et à l'intérieur du pays. À Bangui, 750 personnes ont été tuées et environ 2,2 millions de personnes étaient dans le besoin urgent d'aide humanitaire, soit près de la moitié de la population nationale. Les tueries à Bangui et dans le reste du pays se sont ainsi poursuivies tous les jours sur la base de l'appartenance religieuse. Des localités telles que Bossangoa, Bouar, Bozoum et Paoua ont aussi été le théâtre d'atrocités où chrétiens et musulmans se sont affrontés avec violence. Plusieurs pays comme le Cameroun, le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont rapatrié des dizaines de milliers de leurs ressortissants, la majorité étant musulmans. C'est la première fois dans l'histoire de la RCA que des personnes se sentent obligées de quitter le pays parce qu'elles craignent pour leur vie. Ce genre de situations sociétales engendrent forcément des conflits qui déstabilisent la quiétude des populations. Comme on peut donc le voir, la pluralité religieuse en tant que source d'instabilité constitue un obstacle au projet d'union des Africains car il faut bien avoir de la stabilité socioculturelle avant de prétendre s'organiser et vivre dans un seul ensemble multiculturel où souvent la souveraineté disputée entre les religions endogènes et celles importées comme le christianisme et l'islam constitue forcément un obstacle à la réalisation du projet d'union. Les religions endogènes ne suscitant aucun conflit car pacifiques et non agressives, elles subissent évidemment un retrait face au christianisme et à l'islam, deux religions agressives qui sont à l'origine de tous les conflits religieux en Afrique aujourd'hui.

Pour ce qui est de la diversité linguistique, elle constitue aussi un obstacle au projet d'union car se posera l'épineuse question de la langue à adopter au sein de l'union des Etats. En effet, chaque Etat-nation africain dispose d'environ une cinquantaine de

langues en son sein. Par exemple, si on prend le cas du Bénin, une cinquantaine de langues africaines sont parlées sur le territoire béninois. Parmi elles, une vingtaine seulement dépassent un cercle restreint. La plus répandue est le fon parlé par 44 % de la population, suivi par le yoruba 14 % ; le Bariba 13 % ; le goun 12 % ; le mina, l'adja et le xla 11 %, et des dizaines d'autres. Pour ce qui est du Nigeria, *le monde diplomatique* rapporte qu'environ deux cent cinquante groupes linguistiques ont été dénombrés au Nigeria et il paraît difficile au premier abord de rendre compte en quelques lignes de cette extrême diversité. Cette grande diversité linguistique est forcément source de polémiques. Le problème s'est d'ailleurs déjà posé dans les instances de discussion panafricaines où le nationalisme culturel de certains dirigeants africains les a amenés à vouloir que leur langue nationale soit celle de l'union. Le même conflit se posera au niveau des langues étrangères communément imposées ici et là par la colonisation dont les acquis positifs ne sont pas pour autant négligeables. Moussa Konaté met l'accent sur ce problème quand il dit :

Que l'on nous comprenne bien : il ne s'agit nullement, dans notre esprit, d'un repli sur soi ou du rejet des langues européennes ; nous affirmons simplement que les langues africaines ne doivent pas être absentes de l'école africaine. Qu'elles cohabitent avec les langues européennes, pourquoi pas, dans la mesure où une langue supplémentaire est toujours un enrichissement. (206)

Il n'y a d'ailleurs forcément point intérêt à vouloir imposer une quelconque unité linguistique à l'échelle continentale. Toutefois, si tel devrait être le cas, Diop s'insurge contre toute prostitution culturelle quand il déclare que « l'unité linguistique sur la base

d'une langue étrangère, sous quelque angle qu'on l'envisage, est un avortement culturel » (25).

LES OBSTACLES SOCIO-ECONOMIQUES

Parmi les obstacles socio-économiques au projet d'union des Africains, nous pouvons citer l'inégale répartition des richesses sur le continent, la corruption et l'absence de monnaie unique.

Le tout premier obstacle économique au projet réside dans le fait que certains Etats sont plus riches que d'autres sur le continent africain. Et, naturellement, les mieux nantis n'ont guère l'intention de voir partager leurs richesses avec leurs voisins moins nantis. Effectivement, la nature a doté les sols africains de diverses sortes de ressources minières variant d'un endroit à l'autre, d'un Etat à un autre et plus particulièrement d'une région à une autre. Cet état des choses impose à coup sûr la pauvreté pour certains (les moins convoités par les puissances économiques) et la richesse pour d'autres (plus convoités).

Ensuite, sur le continent africain, la corruption politique constitue l'un des farouches obstacles au projet d'union des Africains. Malheureusement, l'impact de ce phénomène est difficilement quantifiable. Malgré cette difficile quantification de l'incidence de la corruption en Afrique, la réalité est là et les Africains eux-mêmes en sont conscients. C'est une gangrène qui favorise non seulement la manipulation du plus grand nombre par les leaders africains, mais aussi celle de ces derniers par des forces manipulatrices externes, surtout occidentales. En effet, manipulables par des pots-de-vin, les politiciens africains deviennent eux-mêmes de fait des leaders anti-fédération de l'Afrique se réfugiant le plus souvent derrière de prétendus principes de souveraineté ou

autres. La monstrueuse vérité est que ces pots-de-vin ne sont guère donnés mais plutôt soutirés des divers emprunts. C'est certainement la raison pour laquelle le gaspillage orchestré sous les emprunts arrange plutôt « nos dirigeants qui se sont institués en véritables hommes-dieux » (Talonto 15) car n'étant pas pour la plupart qualifiés pour la position compte tenu du mode de leur accession au pouvoir. Ils se plaisent donc à se remplir les poches sous le couvert de ces capitaux communément appelés « argent facile », dont la provenance n'émane guère de lourds travaux producteurs de richesses. De tels leaders politiques à la tête de ces Etats-nations constituent à coup sûr des entraves pour tout projet fédéral. C'est tout à fait le constat qu'a fait Marc-Louis Ropivia lorsqu'il dit : « l'Etat-gaspilleur africain postcolonial ne peut promouvoir ni l'intégration ni le fédéralisme » (139).

Enfin, en ce qui concerne le défi de la monnaie unique à instaurer à l'échelle continentale, il est de nature à renforcer la puissance tant prônée par les pères du panafricanisme, puissance dont ont besoin les peuples africains pour éradiquer à jamais la concurrence et les négociations déloyales devenues partie intégrante du vécu quotidien des Etats-gaspilleurs hérités de la colonisation. Son absence constitue par conséquent un obstacle. En effet, Talonto a aussi noté que « la libération des marchés résulte des négociations et si un pays n'est pas prêt, il peut tout à fait refuser d'ouvrir le ou les secteurs visés. Mais, pour pouvoir refuser, encore faut-il en avoir les possibilités compte tenu du pouvoir de négociation » (204). Atteindre un tel pouvoir de négociation suppose avoir une devise monétaire unique dont la force dépendra de l'autosuffisance économique du continent. Ceci n'étant pas le cas, l'avènement d'une monnaie unique devient

polémique à plus d'un titre et son absence constitue donc un obstacle de plus au projet d'union des Africains en Etats-Unis d'Afrique.

LES OBSTACLES SOCIOPOLITIQUES

En ce qui concerne les obstacles socio-politiques, on peut citer l'absence d'alternance au pouvoir, l'absence d'Etat de droit et la souveraineté nationale de chacune des nations.

Dans le premier cas, les nouveaux leaders africains défendent pour la plupart leur soif inavouée de s'éterniser au pouvoir avec, selon Bayart, Hibou, et Samuel, « de nos jours, l'institutionnalisation de présidences à vie ou indéfiniment reconductibles [...], les successions familiales (comme en RDC, au Togo, au Gabon) ou les préparatifs politiques en vue des transitions de ce type » (154). En effet, ces tendances à des gouvernements sans alternance constituent l'un des plus importants obstacles au projet des Etats-Unis d'Afrique. Voici ci-dessous à quoi ressemble le continent en termes de la teneur et de l'ampleur des successions dynastiques ou du manque d'alternance dont il est question :

- Théodoro Obiang N'guema, 74 ans, au pouvoir depuis 37 ans en Guinée équatoriale ;
- José Eduardo Dos Santos, 74 ans, au pouvoir depuis 37 ans en Angola ;
- Paul Biya, 83 ans, au pouvoir depuis près de 34 ans au Cameroun ;
- Denis S. N'guesso, 73 ans, au pouvoir depuis 31 ans au Congo Brazzaville ;
- Yoweri Museveni, 72 ans, au pouvoir depuis 30 ans en Ouganda ;
- Robert Mugabe, 92 ans, au pouvoir depuis 29 ans au Zimbabwe ;
- Omar El-Béhir, 72 ans, au pouvoir depuis 27 ans au Soudan ;
- Idriss Deby Itno, 64 ans, au pouvoir depuis 26 ans au Tchad ;

- Isaias Afwerki, 70 ans, au pouvoir depuis 20 ans en Érythrée ;
- Ismaïl Omar Guelleh 68 ans, est au pouvoir depuis 17 ans à Djibouti ;
- La famille Bongo au pouvoir depuis 50 ans au Gabon ;
- La famille Gnassingbé au pouvoir depuis 49 ans au Togo ;
- La famille Kabila au pouvoir depuis 18 ans en République démocratique du Congo ;
- Sans oublier les rois du Maroc, du Swaziland et du Lesotho.

Voilà donc les conséquences engendrées soit par les fraudes électorales, soit par les modifications tous azimuts et sur mesure des lois fondamentales et constitutionnelles par des régimes dictatoriaux en Afrique.

Ensuite, pour ce qui est de l'absence d'Etat de droit, les leaders africains dont il a été question dans le précédent paragraphe s'arrangent pour se mettre au-dessus des lois et c'est toute une vague d'impunité notoire qui s'érige en mode de gouvernance dans les Etats-nations dirigés par ces hommes politiques indéliçables du continent, ce qui encourage les détournements de fonds et des dérapages en tous genres. Il est vrai que les choses s'améliorent peu à peu sur le continent. Pour preuve, la récente condamnation à dix ans de prison de Simone Gbagbo, ex-première dame de la Côte d'Ivoire, pendant que le procès de son mari, ex-président Laurent Gbagbo, est en cours à la CPI (Cour Pénale Internationale). C'est aussi le cas plus récemment encore de la condamnation à six ans de prison de Karim Wade, ancien ministre et fils de l'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade (RFI), même s'il vient cependant de bénéficier d'une grâce présidentielle. Alors que, conscient que nul ne peut être au-dessus de la loi, Montesquieu suggère que, « pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que le pouvoir arrête le pouvoir par la disposition des choses » (L. XI, ch. VI), le pouvoir encourage plutôt son propre abus en

Afrique. Profitant de la faiblesse des textes et de leurs dispositions, ces leaders organisent plutôt une bureaucratie qui n'a pas de nom, basée sur le favoritisme ethnique, familial ou encore amical qui se fait ressentir jusque dans les plus petites instances de l'administration publique. L'institutionnalisation des successions familiales précédemment évoquée à l'échelle présidentielle se répercute dans la cellule administrative, ce qui paralyse la répartition équitable des opportunités au sein des habitants d'un même Etat et par conséquent entrave la réalisation du projet des Etats-Unis d'Afrique.

Enfin, parlant de la souveraineté nationale, on a l'impression que les Etats-gaspilleurs tels les qualifie Ropivia, n'ayant aucune notion du vrai patrimoine et de la puissance souveraine que pourra leur octroyer les Etats-Unis d'Afrique, se plaisent à s'illusionner dans cette soi-disant conservation ridicule de leur souveraineté nationale et refusent ainsi de se fondre dans un grand ensemble. Chaque Etat veut sauvegarder l'autonomie acquise au prix d'âpres luttes. Ceci engendre un climat de faiblesse pour toute institution fédérale et constitue donc un obstacle cuisant à la réalisation du projet des Etats-Unis d'Afrique qui ne pourra point, dans de telles conditions, se donner les moyens de sa réalisation. En d'autres termes, l'Union est-elle possible sans que les Etats-nations concèdent partiellement ou même entièrement leur souveraineté ?

LES OBSTACLES HISTORIQUES

Il s'agit ici de la question du rapport entre le Maghreb et l'Afrique noire. Il y a aussi le cas de l'Afrique du Sud.

Comme nous l'avons déjà évoqué en introduction, la question de la cohabitation entre l'Afrique noire subsaharienne et le Maghreb demeure d'une délicatesse très

imprévisible. Cela nous amène à nous poser la question de savoir quel genre d'Etats-Unis d'Afrique pourrait ressortir de cette Union ? Autrement dit, faut-il une fédération des Etats d'Afrique noire subsaharienne sans le Maghreb ou une fédération inclusive de tous les Etats africains, Afrique noire et Afrique du Nord incluses ? Encore faudra-t-il que les Maghrébins acceptent la qualification d'Africains car, selon Ky-Zerbo et al.,

Les trois éléments historique, économique et culturel, qui sont des atouts respectifs de l'Afrique Noire et du Maghreb lorsque les deux sont séparés, deviennent aussitôt des obstacles dès qu'on se propose de les réunir dans un même ensemble politique. Car l'expérience historique, économique et culturelle du Maghreb, si elle présente des traits semblables à ceux de son voisin du sud du Sahara, en diffère aussi largement » (15)

Toutefois, avec l'avènement très récemment de la volonté manifeste du Maroc de réintégrer l'Union africaine, tout porte à croire que la difficile cohabitation commence à s'assouplir entre le Maghreb et l'Afrique noire subsaharienne quand bien même elle demeure un obstacle au projet des Etats-Unis d'Afrique.

Il en est de même pour l'Afrique du Sud en ce sens que malgré le caractère minoritaire de la population blanche sud-africaine, elle détient la puissance économique du pays, ce qui pourra influencer sa décision d'appartenir ou non à l'union.

De tout ce qui précède, il ressort que le projet d'union des Africains en une fédération des Etats-Unis d'Afrique se heurte toujours à plusieurs obstacles tant externes qu'endogènes. La résultante de tous ces obstacles n'est rien d'autre que l'échec social enregistré sur la quasi-totalité du continent africain. Daniel Mengara résume bien cet échec quand il dit :

Of course, Africans themselves have their share of responsibility in this equation too. Taking inspiration from their former colonial masters, they diligently sought to imitate them, borrowing and perpetuating the same despotic laws and methods of governing that the Europeans had used to maintain Africans under firm control: a strong police force or military, the harnessing of the freedom of expression, unlawful and arbitrary arrests of political activists or opponents, general abuses of human rights, etc. As a result, they reproduced a bastardized model of sociopolitical, cultural and economic organization that is neither African nor western. Because of the particular circumstances of its history and the failed syncretism that western values and African values have produced therein, the African continent south of the Sahara has been able to offer to the mirror of the world only a pale reflection of its true self: it has become the epitome of corruption, mismanagement, despotism, ethnic warfare, disease, economic and political irresponsibility, and societal failure. (11)

La nature complexe de tous ces obstacles aurait tendance à suggérer l'impossibilité de l'union. Cependant, comme nous le verrons dans la troisième partie, le projet reste possible, pourvu qu'il y ait de la volonté, notamment au sein des jeunes générations mondialisées du 21ème siècle.

III. ETATS-UNIS D'AFRIQUE, SOLUTION AU SOUS-DEVELOPPEMENT DU CONTINENT ?

A- LES ETATS-UNIS D'AFRIQUE : ENTRE MYTHES, POTENTIALITES ET REALITES

L'objectif premier du projet de réalisation des Etats-Unis d'Afrique étant le bien-être des peuples africains, sa mission rejoint plus ou moins celle des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) élaborés par l'ONU, à la différence qu'il est ici question d'édifier toute une institution fédérale. Ainsi, à l'image du consensus autour des OMD, tous les Africains s'accordent sur l'impératif de sortir l'Afrique de son malaise et de son aliénation qui ont tant perduré. Cependant, on a grand peine à remarquer aujourd'hui que, malgré toutes les potentialités du projet d'Etats-Unis d'Afrique, certains l'assimileraient de plus en plus à un mythe, et ce malgré que l'idée soit restée à la Une des réflexions intellectuelles du continent pendant si longtemps. A ce titre, la question des Etats-Unis d'Afrique est-elle une pure utopie, une simple vue de l'esprit ?

Maintes tentatives de réponses à ces questions s'observent au sein de l'opinion et des têtes pensantes de l'Afrique. Au lendemain des indépendances, les premières tentatives de Sékou Touré et de kwamé Nkrumah se sont soldés par des échecs. La volonté d'union a été manifestée par les deux chefs d'Etats qui s'y sont plutôt mal pris de sorte que la population à la base ne s'est pas sentie impliquée, aboutissant à ce que Ropivia a appelé l'échec des « fédéralismes décrets », c'est-à-dire des unions basées sur des liens de rapprochement ne se situant pas au niveau des peuples, mais uniquement au niveau des dirigeants. C'est le genre d'échec qui amène Martin à dire: « At this stage,

Pan-Africanism remains in the realm of ideas and is embodied in the ideal of the Dream of Unity » (172).

L'autre fédéralisme-décret est la Sénégalie promulguée le 1^{er} février 1982 » (147). Dans ce dernier cas, malgré le consensus obtenu au niveau de l'opinion publique, la voracité au pouvoir de nos leaders en a fait un échec dès que le Président sénégalais voulut en assurer le contrôle en se désignant président de l'ensemble, assignant ainsi au Gambien, selon le principe du rapport des forces, le poste de vice-président. D'où le fait qu'un intellectuel comme Ropivia pense que :

Le fédéralisme régional représente la voie la plus sûre pour l'avenir. Mais pour y accéder, il faudrait d'abord éliminer les écueils qui entravent sa réalisation. Parmi ceux-ci, il y a d'abord l'utopie panafricaniste qui, jusqu'ici empêche les Africains de regarder de l'intérieur les problèmes qui concernent l'unification politique du continent. (209)

Si certains comme Ropivia préfèrent substituer au fédéralisme continental un fédéralisme régional empreint d'anti-panafricanisme, d'autres affirment que le potentiel de l'union a déjà été enclenché et que le processus, déjà en cours d'exécution, se fera malgré les sceptiques. Notons dans ce sens l'opinion de Nyerere qui affirme par exemple que :

Africa has already started this mountain climb to unity, with advances at many different points. But we are now in a position where few of the climbers can see the over-all picture. We have to rely instead on bulletins put out by those who are skeptical about the value of the exercise if not actually hostile to its success. (4)

Il sied néanmoins de souligner que, loin d'être un simple acte de mimétisme, la vocation actuelle des Africains à se fédérer en une entité unique vient d'abord de la préoccupation

africaine du bien-être de ses peuples, et ensuite de la volonté des Africains à vouloir se mettre en phase avec les autres composantes du village planétaire. Le projet n'est certes pas encore une réalité, mais, pour y arriver, l'Afrique aura besoin de tous ses fils et de toutes ses filles. En effet, selon Obenga :

La construction d'une nouvelle Afrique dans le cadre de l'Etat fédéral africain requiert ainsi une mobilisation de toutes les énergies africaines pour le bien être, la bonne vie, le bonheur de l'ensemble du peuple africain. [...] Le choix du royaume politique est à opérer avant les schémas économistes [...]. Il n'y aura plus de conflits postélectoraux, de politiques de réconciliation nationale, encore moins d'interventions militaires occidentales néocolonialistes ; plus de réseaux néocoloniaux, plus de pillage des matières premières, plus de 'France-Afrique', plus de francophonie, de Commonwealth, etc.... tout l'accessoire cédera alors place à l'essentiel. Il ne restera que l'essentiel : la construction d'une humanité de justice, d'égalité, de fraternité et de progrès pour la paix et le bien-être de la famille humaine. (54-55)

Quoi que l'on dise, tout porte à croire que, quand bien même on n'est pas encore en face d'une réalité concrète en matière d'union politique des pays africains, les potentialités sont réelles. Le paradoxe autour du projet est justement ce qui confère à ce dernier toute la force de sa viabilité. En dépit du caractère théoriquement difficile à réaliser attribué au projet d'union, les Africains se doivent de faire un sursaut de taille. Il y va de l'intérêt de tous et n'oublions surtout pas ce leitmotiv des grands mouvements des grandes époques : « Impossible n'est pas humain ». Nous autres, Africains, dirons plutôt « Impossible n'est pas africain ».

B- LE MANIFESTE DU CINQUANTENAIRE, UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LES FUTURS LEADERS AFRICAINS ?

Le projet d'Etats-Unis d'Afrique représentant la manifestation du rêve de tout un continent à se mettre ensemble pour relever les défis du millénaire, il convient de reconnaître la gigantesque plus-value qu'engendrerait un tel projet. Vu la densité d'un tel travail, une feuille de route qui n'est rien d'autre que le fruit d'une prise de conscience des peuples africains s'impose. Le neuvième point du Manifeste constituant le centre d'intérêt du présent travail, il convient d'en étudier le contenu de façon générale dans un premier temps, puis d'en analyser les détails dans un second. Cela nous permettra de déterminer dans quelles mesures le Manifeste serait à même de faire office de feuille de route pour les futurs leaders africains. Pour ce, nous mettrons non seulement en exergue l'élément de prise de conscience que constitue le Manifeste, mais aussi la prospérité et la puissance que laisse présager une telle union de tous les Etats africains dans une seule et unique entité fédérale.

1. LE MANIFESTE COMME PRISE DE CONSCIENCE

La toute première phrase du manifeste constitue pour nous le fondement même de ladite prise de conscience. En effet, il stipule : « La construction d'une Afrique unie en fédération des Etats-Unis d'Afrique est un objectif prioritaire ». Ainsi libellée, cette phrase acquiert toute sa pertinence à travers deux mots clés à savoir le mot « objectif » d'une part et le mot « prioritaire » de l'autre. Etymologiquement issu du mot latin « objectum » qui signifie ce qui est placé devant, un objectif est un but à atteindre, un point où l'on se propose d'arriver, ce que l'on vise. Ceci nous amène à faire parler ce neuvième point du Manifeste qui convie les Africains à une résolution spécifique : celle

de la construction d'une Afrique unie en fédération des Etats-Unis d'Afrique. Cette interpellation du neuvième point sous-entend une nécessité d'actions par le continent, pour le continent. Effectivement, selon notre interprétation, ce point s'adresse aux Africains en ces termes : « fini les lamentations, fini le temps de toujours vouloir faire porter aux autres la responsabilité de votre situation de sous-développement ». Nous sommes à l'ère de la mondialisation et cette mondialisation veut que les Africains se mettent au pas en vue de l'amélioration des conditions de vie des peuples africains. C'est tout à fait une manière de dire aux élites africaines de cesser de distraire le monde avec des discours panafricanistes sans lendemain. Ce moment est tout à fait dépassé. Il est grand temps de poser des actes allant dans le sens d'une réelle amélioration des conditions de vie des populations. D'où l'importance du second mot clé qui met la priorité sur la construction de cet ensemble fédéral. Etymologiquement, le mot « priorité » vient du latin « prioritas », qui signifie le fait de venir avant dans une séquence, le droit établi de passer avant les autres. Ainsi, le Manifeste préconise la cessation de toutes autres formes de manœuvres visant à conférer au continent africain un caractère de territoire potentiellement capable d'être consulté dans les grandes sphères de décisions internationales. C'est clair et précis : les Etats-Unis d'Afrique d'abord et tout le reste après. Le Manifeste étant un produit de la rencontre de Cotonou entre les Africains eux-mêmes, ce neuvième point appelant à une telle action prioritaire constitue de facto la prise de conscience en la matière. En effet, ce passage laisse sous-entendre une théorie solutionnant l'épineux problème de malaise dans lequel perdure le continent africain depuis des lustres. Le Manifeste a effectivement exposé en cinquante points toutes les problématiques qui conditionnent l'épanouissement et le développement du continent

africain et de ses peuples. Le Manifeste a notamment commencé par une remise en cause des Africains eux-mêmes à travers la reconnaissance d'erreurs faites de part et d'autre sur le continent. A ces erreurs s'ajouteront les mille et une autres formes de méthodes d'assujettissement imposées ou laissées en héritage au continent par la colonisation. Aux termes du Manifeste, ces situations aboutiront à coup sûr au sursaut continental tant rêvé par les pères des indépendances africaines.

2. UNE FEDERATION AFRICAINE POUR UNE AFRIQUE PROSPERE ET PUISSANTE

Considérant toujours le neuvième point, base sur laquelle repose l'essentiel du présent travail, nous porterons cette fois-ci notre analyse sur la deuxième phrase dudit point qui constitue le socle de la prospérité et de la puissance tant prônées. Elle stipule : « Aujourd'hui, nous relancerons l'espoir en une coopération internationale, une coopération autrement vécue et autrement gérée parce que privilégiant les grands ensembles africains mis à mal par des indépendances « octroyées » à des espaces balkanisés, morcelés ou fragmentés ». Toute la valeur de cette phrase se retrouve dans les deux expressions suivantes : « Relancer l'espoir en une coopération internationale autrement gérée et autrement vécue » et « privilégier les grands ensembles africains mis à mal ».

De la première expression, il va sans dire qu'il y a de l'espoir pour le continent mais que cet espoir est à relancer par les Africains eux-mêmes et ceci dans le domaine de la coopération internationale. En effet, la mondialisation obligeant, nul ne peut s'isoler et prétendre s'épanouir. Il faut forcément se jeter, les armes de la négociation à la main, dans le spectre du marché internationale où se prennent les plus grandes décisions

planétaires. Nul n'a le droit de s'y rendre s'il ne s'est au préalable octroyé les moyens de subsister sur un tel marché de négociations et c'est justement ce que recommande le Manifeste. En effet, selon Green & Seidman :

No African state is economically large enough to construct a modern economy alone. Africa as a whole has the resources for industrialization, but it is split among more than forty African territories. Africa as a whole could provide markets able to support largescale efficient industrial complexes; no single African state nor existing sub-regional economic union can do so [...]. Can continental African economic unity be achieved? The answer is not only that it can be achieved, but that it must be achieved. (qtd in Martin 174)

Ceci nous renvoie directement à la deuxième expression qui préconise aux Africains la formule d'obtention de ladite puissance de négociation. Effectivement, à travers la deuxième expression, le Manifeste recommande plutôt de privilégier les grands ensembles africains mis à mal autrefois par la balkanisation issue du phénomène de la colonisation. C'est d'ailleurs ce que proposent Mueni wa Muiu et Guy Martin à travers leur configuration de la fédération des Etats africains. Effectivement, pour Muiu and Martin,

In the Federation of African States (FAS), Africa will have one constitution and a common foreign defense policy. Instead of the current 55 states, Africa will be divided into five super-states (see map of FAS, page 25). The new state of Kimit includes: Algeria, Libya, Morocco, Egypt, Tunisia, and Western Sahara, plus the Arab population of Mauritania, Northern Sudan, and Northern Chad. Mali will include Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea,

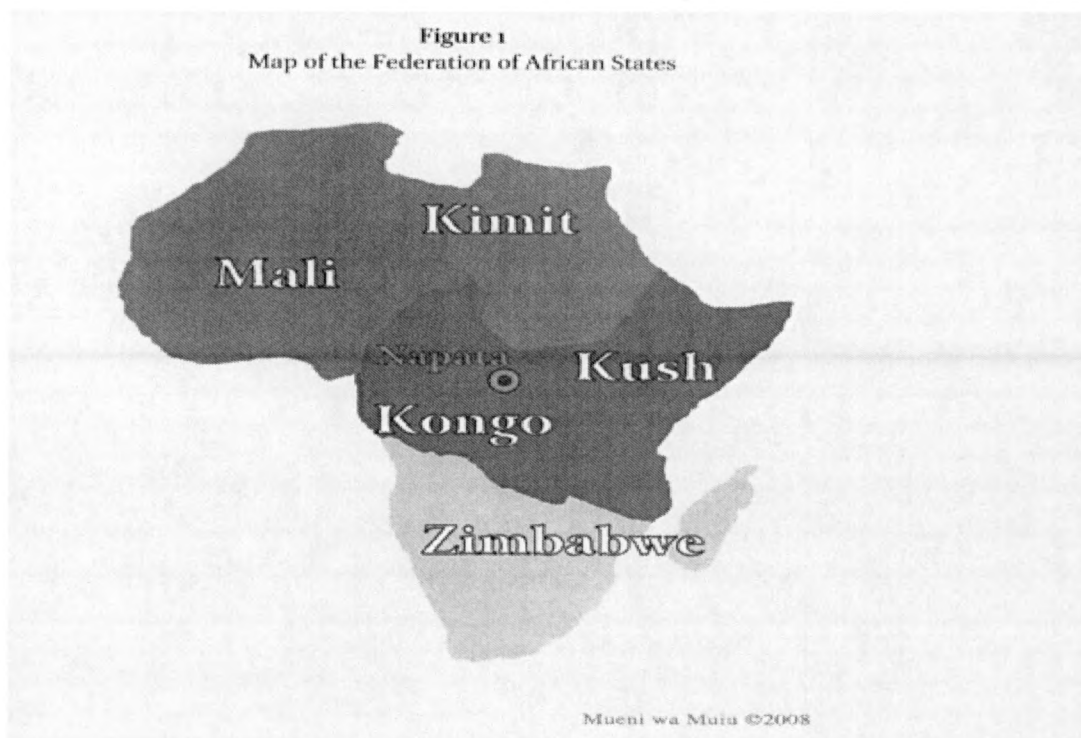
Guinea-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, and Togo, plus the African population of Mauritania. Kongo will include Congo (DRC), Congo Republic, Cameroon, Southern Chad, Central African Republic, Equatorial Guinea, Gabon, Sao Tomé & Príncipe, Uganda, Rwanda, and Burundi. Kush includes southern Sudan, Ethiopia, Eritrea, Djibouti, Somalia, Somaliland, Kenya, Tanzania, Zanzibar, Seychelles, and Comoros. Zimbabwe includes Angola, Botswana, Namibia, Malawi, Mozambique, Madagascar, Mauritius, Lesotho, Swaziland, South Africa, Zambia and Zimbabwe.

Mueni wa Muiu et Martin continuent en disant :

The new federal capital city will be called Napata. It will not belong to any of the five states. Each region will have a key player, based on population and resources, for example, Kongo, Egypt, Ethiopia, Nigeria, and South Africa. FAS will be protected by a federal army made up of diverse members from the five states. All external economic relations will be conducted by the federal government. Economic and political power will be decentralized, giving people more input in the day-to-day activities of the federation. In FAS, power will be decentralized and start from the village councils, made up of the local people. This will be followed by a regional council of elders, then a national council that will be followed by the federal council of presidents. Each of the five regions of FAS will be governed by five rotating presidents on the basis of a federal system. Africa will have a popular democracy - based on accountability and responsibility - that will be organized from below. Since each section of the population will have representatives at all levels of government, power will be decentralized and the

people will determine their destiny based on their interests, priorities and needs
(qtd in Martin 184-185).

Mueni wa Muiu et Martin résument leur proposition dans la carte ci-après :



Cette configuration de la fédération des Etats africains faite par Muiu et Martin n'est pas mauvaise. Elle nécessitera cependant tout un bouleversement des structures africaines devenues parties intégrantes du vécu quotidien des pays depuis les indépendances. Cela ne nous convient pas totalement. En effet, nous sommes d'accord avec le principe de la fédération, mais une fédération sans pour autant bouleverser l'ordre africain actuel car c'est surtout de la nouvelle génération dont il s'agit. Etant donné que ce sont eux qui vivront dans cette nouvelle fédération, il serait juste de leur laisser les Etats-nations dans lesquels ils sont nés en transformant ces derniers en des Etats fédéraux dirigés par des gouverneurs à l'instar des USA ou du Nigéria. Nous proposons donc une fédération des Etats-Unis d'Afrique dotée d'une seule constitution, d'un système

politique unique de gestion, avec pour Etats fédéraux constitutifs les actuels Etats-nations. C'est d'ailleurs ce que propose également Mwakikagile lorsqu'il dit:

If the future of Africa lies in federation, that kind of federation could be a giant federation of numerous autonomous units which have replaced the modern African state in order to build, on a continental or sub-continental scale, a common market, establish a common currency, a common defense, and maybe even pursue a common foreign policy under some kind of central authority - including collective leadership on a rotational basis - which Africans think is best for them. (qtd in Martin 186)

En d'autres termes, la puissance de l'Afrique sera conditionnée par sa taille. Ceci sous-entend que, pour tirer le maximum de profit de ce village planétaire actuel dans lequel nous vivons, l'Afrique doit parler sous la forme d'un seul grand ensemble : les Etats-Unis d'Afrique. Ainsi, le message est tout à fait explicite. La puissance d'abord, et le reste après. Ce qui veut dire de façon directe : construire d'abord le fameux grand et unique ensemble qu'est la fédération des Etats-Unis d'Afrique et la prospérité des peuples africains s'en suivra. Une telle réalisation serait une manière forte de dire « non » à la machine oppressive capitaliste qui, se réfugiant sous le couvert d'une soi-disant mission d'aide au développement, s'adonne plutôt au pillage des ressources de l'Afrique. Elle n'a point en considération l'amélioration des conditions de vie des Africains. C'est plutôt comme le souligne Idir, l'Afrique sans les Africains qui l'intéresse :

Les panafricanistes ne doivent toutefois pas perdre de vue que ce qui intéresse l'ordre mondial, c'est l'Afrique sans les Africains. Pour le capital international, le continent africain est un territoire géographique plein de ressources. Point. Et

c'est contre cette idée que l'Afrique doit résister : non pas seulement en refusant de se soumettre à ce pillage, mais en s'organisant de façon plus autonome et endogène. (45)

Autrement dit, nul ne peut réellement sortir l'Afrique de ce malaise en dehors des Africains eux-mêmes. L'Afrique n'a guère besoin de bon samaritains, mais de ses propres fils et filles. C'est ce que conseille très sagement ici encore feu l'ancien président Tanzanien Julius Nyerere lorsqu'il dit :

Africa (...) is isolated. Therefore, to develop, it will have to depend upon its own resources basically, internal resources, nationally, and Africa will have to depend upon Africa. The leadership of the future will have to devise, try to carry out policies of maximum national self-reliance and maximum collective self-reliance. They have no other choice. Hama! [meaning; "there is none" in Ki-Swahili].

(qtd in Martin 186)

Effectivement, selon le Manifeste, l'heure de l'audace des peuples africains a sonné. Une seule formule : oser dire haut et fort que désormais, le continent africain est et sera, pour les temps à venir, un Etat Fédéral de tous les Africains qui aura pour nom « Les Etats-Unis d'Afrique ».

CONCLUSION

De nos jours, il est de plus en plus constaté une sorte de sursaut africain assimilable à un réveil pacifiquement politique si on peut s'exprimer en ces termes. Effectivement, l'objectif étant le futur, il importe de concentrer les forces et les idées sur la méthode permettant de parvenir au fameux renversement de la situation qui a tant perduré sur le continent, c'est-à-dire sur l'élaboration du « projet fédérateur d'émancipation politique, culturelle et sociale des peuples africains. Une unité qui [...] s'avère impérative pour infléchir un ordre oppressif qui confine le continent à la tutelle et qui, de ce fait, hypothèque l'avenir des générations futures » (Idir 44). La recherche impérative d'une telle planification nous a amené à identifier, dans le Manifeste du Cinquantenaire, les aspects les plus importants des maux qui minent le continent. En effet, un certain nombre d'aspects clés ont été abordés dans le Manifeste du Cinquantenaire dont le plus important constitue d'ailleurs le maître mot de ce symposium de Cotonou. Il s'agit de l'audace du défi à relever. Effectivement, les plus audacieux des aînés africains ont essayé au lendemain des indépendances, mais n'ont pas pu car ce fut plutôt des actions isolées ici et là. Le Manifeste du Cinquantenaire, quant à lui, lance un appel collectif à tous les leaders de demain pour une action collective. Il faudra réellement aux Africains une action collective du plus grand nombre de toutes les composantes du continent pour prétendre avoir gain de cause. Il leur faut donc, aux Africains, une volonté inébranlable pour accompagner l'audace. Mais, l'audace à elle seule ne suffirait pas. Il faudra une structuration basée sur du concret. La prise en compte des aspects cernés dans le Manifeste rendrait le projet des Etats-Unis d'Afrique beaucoup

plus viable. De façon analytique, le Manifeste peut être vu comme un jeu de mots à savoir :

- Ce qui est : l'état des lieux
- Le pourquoi : la cause
- Où allons-nous : les objectifs
- Comment y arriver : la méthodologie

Or, ce jeu de mots, cette feuille de route, s'adresse aux leaders de demain. Autrement dit, le Manifeste dans son libellé s'adresse aux Africains en général, mais surtout à sa jeunesse en particulier à qui les aînés passent le témoin afin de continuer l'œuvre partiellement initiée par eux qui ont fait partie de l'élite panafricaniste du continent issue des indépendances. Cependant, la question se poserait de savoir de quoi est faite cette jeunesse qui est sensée relever le défi. Ne serait-elle pas une émanation directe de ceux parmi les leaders africains actuels qui ont passé tout leur temps au pouvoir à perpétuer les mauvaises habitudes héritées de la colonisation ? Selon Talonto, « après l'indépendance, tout a été fait sauf suivre le bon et juste chemin pour le progrès, l'unité et le développement de la nation » (32). Parlant de ce paradoxe, il continue :

La colonisation : Elle a contribué à développer chez nous un respect aveugle à nos maîtres au besoin contre nos intérêts propres et nos droits si élémentaires fussent-ils. [...] Une fois le colonisateur rentré chez lui, nous avons entretenu et développé cette situation de soumission. Nos dirigeants ayant pris goût à cette situation d'adoration dont ils ont fait l'objet n'ont rien fait pour permettre à chacun de respecter autrui tout en étant respecté à son tour et cela indépendamment de sa position sociale, de son ethnie, de sa lignée familiale ou de sa formation. (33)

Un important travail demeure donc à abattre au niveau des nouveaux leaders africains afin d'en tirer les résultats escomptés. Néanmoins, il faut reconnaître l'utilité de l'école occidentale d'enseignement universitaire d'hier et celle d'aujourd'hui dans le retournement de la situation au niveau des nouveaux leaders. En effet, Konaté affirme que :

L'école occidentale a offert aux jeunes du continent noir l'occasion de s'affranchir de la trop grande pesanteur du contrôle social, en osant se servir de leur esprit critique de façon individuelle. Ce faisant, et sans le vouloir, l'occident a fourni aux nouvelles générations noires africaines l'arme qui leur permettra, pour peu qu'elles en usent à bon escient, d'éviter à leur continent la défaite totale.

(123)

Ceci étant, peut-on faire confiance aux futurs leaders africains dans un défi d'une telle ampleur ? Il est certainement facile de demander aux autres de faire ce qu'on n'a pas pu faire soi-même. Est-il juste et adéquat au Manifeste de confier la tâche aux leaders de demain alors qu'eux-mêmes, participants au symposium, sont encore en vie et au pouvoir ? De toutes les façons, un défi est lancé aux futurs leaders. C'est celui de l'enjeu stratégique et de l'efficacité dans les divers modes de gouvernance africains à venir.

Même ceux qui entretemps paraissent hostiles à l'idée prennent de plus en plus conscience de l'enjeu. Ce dernier prend d'ailleurs une dimension mondiale étant donné que le monde devient un village planétaire à l'heure de la mondialisation actuellement généralisée. Nous prenons pour exemple la tournée africaine courant février et mars 2014 du roi Mohamed VI du Maroc, une tournée qui a marqué son engagement pour une coopération interafricaine, malgré le fait qu'il soit le dirigeant d'un pays du Maghreb

longtemps resté hostile à l'Union Africaine. Lors de son discours à l'ouverture du forum d'Abidjan le 24 février 2014, il affirme cette prise de conscience de l'Afrique en ces termes : « L'Afrique est un grand continent par ses forces vives, ses ressources et ses potentialités. Elle doit se prendre en charge, ce n'est plus un continent colonisé. C'est pourquoi l'Afrique doit faire confiance en l'Afrique ». Il poursuit et pointe du doigt la faisabilité de la chose. Pour lui : « Une Afrique dynamique et développée n'est pas un simple rêve pour demain, cela peut être réalisé aujourd'hui, mais à la condition d'agir » (*Aujourd'hui le Maroc*). Ce fut d'ailleurs une des remarques de Ropivia lorsqu'il écrit : « Le panafricanisme initial qui se confond avec le pan-négrisme est demeuré un discours purement intellectuel par lequel des intellectuels négro-américains et africains allaient sublimer les valeurs culturelles de l'Afrique et du monde noir en général et cela dans le but de se conférer une place dans le concert des civilisations » (68). Dès lors, l'unité dont il s'agit ne doit plus être délétère aux Africains. Le moment n'est plus à une stratification de verbes et de mots. En effet, selon Ky-Zerbo et al.,

Le concept politique par lequel doit être pensée l'unité de l'Afrique [...] est, selon nous, le concept du Fédéralisme. Et l'on ne saurait le considérer comme une voie supplémentaire venant s'ajouter à toutes les autres : le Fédéralisme est la voie par excellence de l'unité politique d'une nation et nous pensons que l'Afrique ne fera pas exception. (10)

Il est vrai que les propositions du Manifeste n'assurent pas au projet d'Etats-Unis d'Afrique un environnement sans obstacles, mais elles en démontrent l'urgence et la faisabilité. Le Manifeste va beaucoup plus en profondeur dans l'obligation capitale qu'est devenue la création de l'union fédérale des Africains. Certes, le Manifeste n'a pas pu

sortir de solutions magiques aux divers obstacles que rencontre le projet, mais une chose est sûre et déterminante dans la présente étude : le développement du continent passera forcément par la fédération des Etats-nations en Etats-Unis d'Afrique. Ainsi, non seulement la réalisation du projet de construction des Etats-Unis d'Afrique est possible, elle dépendra de la seule volonté, de l'audace et de la détermination des Africains eux-mêmes. Comme on le dit souvent en Afrique, la balle est dans le camp des Africains eux-mêmes. Le défi est certes de taille mais peut être relevé. Nous sommes convaincus que cela ne sera pas tâche facile, mais cela vaut franchement le coût de s'y accrocher car l'avenir de tout un continent en dépend. Il s'agira pour les Africains de considérer la taille du défi à relever et savoir que pour y arriver, nul ne sera de trop. Le Manifeste a plus ou moins tracé le chemin et il ne restera qu'à s'y appliquer et se mettre au travail, tous ensemble, la main dans la main, pour une Afrique unie en Etats-Unis d'Afrique.

Bibliographie

- AFP (Agence France-Presse). "Le conflit inter-ethnique de la région de Dongo a fait au moins 100 morts d'après l'ONU." *Jeune Afrique*, 19 Nov. 2009 à 09 :43. Web.
- . "Quand Laurent Gbagbo dézingue Chirac et la Françafrique." *France 24*, 27 Jui. 2014. Web.
- Ayittey, George. "The United States of Africa: A Revisit." *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 632 (2010): 86-102. American Academy of Political and Political Science, 2012. Print.
- Bayart, Jean-François, Béatrice Hibou, and Boris Samuel. "L'Afrique « Cent ans après les Indépendances » : Vers quel gouvernement politique ? " *Politique Africaine* 119 (2010) : 129-157. Web. 27 Sept. 2014.
- Bayle, Marie-Claude. "Le manifeste du cinquantenaire et les Etats-Unis d'Afrique." *Communication & Marketing* 2.2 (2011): 63-71 Constanta: Editura, 2011. Print.
- Bhagwati, Jagdish. *In Defense of Globalization*. New York: Oxford University, 2004. Print.
- Bopda, Anasthase. "Noirs Au Maghreb. Enjeux Identitaires." *Population* 68.2 (2013): 367-370. Print
- Cohen, William B. *The French Encounter with Africans: White Response to Blacks*. Bloomington : Indiana University, 1980. Print.
- Davidson, Basil. *The Black Man's Burden : Africa and the Curse of the Nation-State*. New York: Times Books, 1992. Print.
- Dehesa, Guillermo de la. *What Do We Know About Globalization? : Issues of Poverty and Income Distribution*. Malden, MA: Blackwell Pub, 2007. Print

Diop, Cheikh A. *Les fondements économiques et culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire*. Paris : Présence africaine, 1974. Print.

Glaser, Antoine, and Stephen Smith. *Comment la France a perdu l'Afrique*. Paris : Calmann-Lévy, 2005. Print.

Idir, Mouloud. "L'impérative Unité Africaine." *Relations* (00343781)778 (2015): 44-45. Web.

Kamanda, J. G. "L'organisation de l'unité Africaine et le développement économique de l'Afrique." *Journal of African Law* 16.3 (1972): 279. Web.

Ki-Zerbo, Lazare, et al. *Manifeste Pour le fédéralisme en Afrique Noire*. Paris: CIFAN, 2008. Print.

Konate, Moussa. *L'Afrique Noire est-elle maudite ?* Paris : Librairie Arthème Fayard, 2010. Print.

Koutonin, Mawuna Remarque. "Le saviez-vous? 14 pays africains contraints par la France à payer l'impôt colonial pour les "avantages" de l'esclavage et de la colonisation". *Le Grand Soir*, 28 Fev. 2014. Web.

Martin, Guy. "Dream of unity: from the United States of Africa to the Federation of African States." *African & Asian Studies* 12.3 (2013): 169-188. Web.

Mengara, Daniel M. *Images of Africa: Stereotypes & Realities*. Trenton: Africa World Press, 2001. Print.

---. *La représentation des groupes sociaux chez les romanciers noirs sud-africains : Réalisme, falsification ou idéalisation?* Paris, France: Harmattan, 1996. Print.

Michalon, Thierry. *Quel Etat Pour L'Afrique ?* Paris : Harmattan, 1984. Print.

Montesquieu, Charles S. *De l'esprit des lois*. Paris: Garnier, 1973. Print.

- Mutharika, B. W. T. *Toward Multinational Economic Cooperation in Africa*. New York : Praeger, 1972. Print.
- Ndoumaï, Pierre. *Indépendance et néocolonialisme en Afrique : bilan d'un courant dévastateur*. Paris : L'Harmattan, 2011. Print.
- N'Goran, Emmanuel N. "Afrique, Les trois piliers du développement : L'état, l'entreprise, la société civile." *Géoéconomie* 65 (2013): 31-42. Web.
- Nkrumah, Kwame. *L'Afrique doit s'unir*. Paris: Payot, 1964. Print.
- Nyerere, Julius. "A United States of Africa." *The Journal of Modern African Studies* 1.1 (1963): 1-6. Print.
- Obenga, Théophile. *L'état fédéral d'Afrique noire: La seule issue*. Paris: Harmattan, 2012. Print.
- Razafindrakoto, Mireille, and François Roubaud. "Peut-On Se Fier Aux Bases De Données Internationales Sur La Corruption ? Une Confrontation Entre Enquêtes-Experts Et Enquêtes-Ménages En Afrique Subsaharienne." *Economics Papers From University Paris Dauphine*. Paris: Paris Dauphine University, 2006. Print.
- RFI. "Simone Gbagbo, le déclin de la chute d'une Reine d'Afrique". 10 Mar. 2015 à 18 :48. Web.
- . "Sénégal: Karim Wade, condamné à six ans de prison ferme". 23 Mar. 2015 à 00:03. Web.
- Ropivia, Marc L. *Géopolitique De L'intégration En Afrique Noire*. Paris: Harmattan, 1994. Print.
- Talento, Fattany. *Union Africaine et développement : Entre espoirs et illusions*. Paris : Harmattan, 2004. Print.

Linked

Tchaptchet, Jean-Martin. *Quand les jeunes Africains créaient l'histoire*. Paris:

Harmattan, 2006. Print.

Tévoédjré, Albert. *Le manifeste du cinquantenaire*. Porto-Novo: Secrétariat du
symposium International sur le cinquantenaire des indépendances africaines,
2010. Print.

Verschave, François-Xavier. *La Françafrique : Le plus long scandale de la République*.

Paris: Stock, 1998. Print.